

SOMMAIRE

Villes

- 1) « Autour des Studios de Bry ressuscités : un grand pôle cinéma se dessine à l'Est » - 94 Citoyens
- 2) « De nombreuses offres à pourvoir au Pavillon Baltard à Nogent » - Le Parisien
- 3) « Saint-Maur / L'Artothèque fermera désormais le lundi » - Le Parisien

Département

- 1) « Peu de portes claquées chez EELV Val-de-Marne » - 94 Citoyens

Région / Régionales

- 1) « Le patronat interpelle les candidats aux élections régionales » - Les Echos
- 2) « Grand Paris Express, l'investissement du siècle » - Les Echos
- 3) « Un plan d'urgence pour les réfugiés » - Le Parisien
- 4) « La réforme territoriale aura peu d'impact sur la (bonne) qualité du crédit des régions » - La Tribune
- 5) « Battre le FN aux régionales est une priorité absolue » - Le Monde
- 6) « Paris valide les tours de Jean Nouvel » - Le Monde
- 7) « La Ville de Paris n'oublie pas les victimes des attentats » - Le Parisien

Politique nationale

- 1) « La primaire impose sa loi à Nicolas Sarkozy » - Le Monde
- 2) « Le nombre d'adhérents aux Républicains en légère diminution depuis un an » - Le Monde
- 3) « La timide reprise de l'emploi soulage la Sécurité sociale » - Les Echos
- 4) « La réforme des amendes de stationnement repoussée à 2018 » - Les Echos
- 5) « Participation : la loi Macron n'aura que des effets limités » - Les Echos

- 6) « Ces promesses qui se chiffrent en milliards » - Le Monde
- 7) « Trois ans après, le bilan en demi-teinte du CICE » - Le Figaro Eco
- 8) « La fusion des régions n'engendrera pas d'économies à court terme » - Le Figaro Eco
- 9) « La France revend les Mistral à l'Egypte » - Les Echos
- 10) « Bientôt des loyers HLM modulés pour les plus pauvres » - La Croix
- 11) « Patrimoine des élus, le contrôle se resserre » - La Croix
- 12) « Brèves » - Les Echos
- 13) « Brèves » - Le Monde

Ouverture et curiosités

- 1) « La vidéosurveillance s'invite dans les wagons du métro de Marseille » - Les Echos
- 2) « La French Tech monte en ligne » - L'Express
- 3) « France : le printemps des entrepreneurs » - L'Express
- 4) « À Londres, les grandes entreprises financent le nouveau lycée français » - Le Monde
- 5) « La mobilisation contre les énergies fossiles prospère » - Le Monde
- 6) « L'Etat accélère sur la cession des aéroports de Nice et Lyon » - Le Monde
- 7) « L'UE impose la répartition de 120 000 réfugiés » - Le Monde
- 8) « Débat en Allemagne sur le coût des migrants » - Le Monde
- 9) « La Hongrie, verrou sur la porte de l'Europe » - Le Monde
- 10) « La Turquie, un partenaire essentiel, mais difficile pour gérer la crise des migrants » - Les Echos

Villes

« Autour des Studios de Bry ressuscités : un grand pôle cinéma se dessine à l'Est » - 94 Citoyens



L'ambiance était joyeuse ce samedi 19 septembre aux Studios de Bry, où tous les amis et partenaires étaient invités à fêter la poursuite d'activité des plateaux. Alors que la bataille a été gagnée pour maintenir l'exploitation, pour l'instant dans le cadre d'un bail de 6 ans avec Transpalux, le nouveau défi consiste à ancrer l'activité dans un pôle cinéma-audiovisuel dynamique, en profitant des terrains disponibles et de l'arrivée future du métro ligne 15.

«Après une année difficile pour le métier, l'horizon s'éclaircit un peu car le crédit d'impôt arrive et l'année est plus porteuse. Plusieurs films sont en projet ainsi que la série Versailles 2. Nous souhaitons également travailler en bonne intelligence avec les Studios de Paris (la Cité du cinéma de Luc Besson, gérée par Euromédia). Tout le monde a compris qu'il fallait répondre globalement et sécuriser les gens. Car si vous ne leur donnez pas la garantie qu'ils auront les studios et la place suffisante, ils vont chercher ailleurs, à l'étranger. Nous devons être intelligents», défend Didier Diaz, président de Transpalux, le nouvel opérateur des studios et locataire du site.

Coexister avec la Cité du cinéma

«Nous avons récemment renvoyé un projet vers la Cité du cinéma car plusieurs plateaux étaient déjà occupés et nous n'avions pas la capacité d'accueillir le film, confirme Pascal Bécu. Les deux sites sont très différents, avec plus de plateaux mais moins d'annexes pour préparer les décors à la Cité du cinéma, et donc complémentaires. On peut imaginer répondre ensemble pour réaliser des gros films sur plusieurs sites mais nous restons concurrents», résume le directeur d'exploitation.

«Les deux studios tourneront à plein d'ici quelques mois car Luc Besson est en passe d'obtenir gain de cause pour que son prochain film, Valerian, soit éligible au crédit d'impôt bien qu'il soit tourné en langue anglaise. Si ce n'était pas le cas, il partait tourner en Hongrie alors que le budget est de 160

millions d'euros ! » analyse de son côté Alain Veissier, le trésorier de l'Association des chefs décorateurs de cinéma.



Les tournages en France suspendus à la compétition fiscale intra-européenne

Car plus que la concurrence intra Grand Paris, c'est des tournages à l'étranger qu'émane la concurrence la plus douloureuse. «40% des films français ont été tournés à l'étranger cette année», chiffre Pascal Bécu. Les pays d'accueil : Belgique, Luxembourg, Hongrie, République tchèque et autres pays de l'Est. La raison : des coûts moindres sur place pour certains pays de l'Est mais aussi des modalités fiscales plus alléchantes. En Belgique, par exemple, le tax shelter, qui permet aux entreprises d'investir dans la production de cinéma en contrepartie d'une réduction de leur bénéfice, dans la limite de 50% du budget global du film, connaît un immense succès, même si certains effets pervers se font désormais sentir ([voir article à ce sujet](#)). En France, le crédit d'impôt incitant à investir dans la production de cinéma va permettre de financer jusqu'à 30% (au lieu de 20%) des dépenses éligibles (pas l'intégralité du coût de production) pour les films dont le budget est inférieur à 7 millions d'euros (contre 4 millions d'euros auparavant) à partir de janvier 2016. De quoi donner du baume au cœur des studios de production français.

«Le film sur lequel je travaille actuellement à Bruxelles se serait fait en France s'il avait été tourné après janvier 2016, reprend Alain Veissier, au téléphone depuis la Belgique. Le côté positif est que cela a contribué au développement du cinéma belge mais pendant ce temps-là, des Français partent en pré-retraite. Au niveau des équipes de décoration, il y a eu du chômage intensif.»



Le futur pôle cinéma-audiovisuel du Grand Paris Est?

Au-delà de l'activité même des studios, c'est un nouvel écosystème cinéma audiovisuel complet qui pourrait se développer à Bry-sur-Marne, avec l'arrivée prochaine de la station de métro du



Grand Paris Express

(gare de Bry-Villiers-Champigny sur la ligne 15 Sud d'ici 2022). C'est en tout cas le souhait du maire divers droite, Jean-Pierre Spilbauer. «Entre les Studios de Bry et l'Ina (Institut national de l'audiovisuel) qui fête ses quarante ans et est maintenu à Bry de façon certaine, nous avons un pôle intéressant à développer. Dans le cadre de la révision du PLU (Plan local d'urbanisme), plusieurs secteurs de développement économique ont été identifiés : la propriété Daguerre sur laquelle nous avons un projet de développement autour de l'image et la photographie avec de startups innovantes et de la recherche, le gymnase Léopold Bellan pour accueillir de la formation et aussi des startups, et la Zac de la Fontaine Giroux, qui compte 6,5 hectares juste à côté des terrains de l'ex-SFP et de l'Ina, pour accueillir des plus grandes entreprises dans le domaine du cinéma et de l'audiovisuel», projette l' élu.

Pour l'instant, rien n'est encore signé, indique l'édile, mais des contacts et négociations seraient en cours. «La Commission du film d'Ile de France vient justement sur le site ce jeudi 24 septembre pour bien visualiser les choses et pour que nous puissions faire des propositions très concrètes. Nous

sommes en contact avec des entreprises qui cherchent mais nous devons finaliser», reprend le maire. Le directeur de l'école de cinéma d'animation Georges Méliès d'Orly, Franck Petita, qui a de son côté développé un projet de pépinière avec l'incubateur Creative Valley, est aussi venu en visite. «Nous pourrions nous inscrire en complémentarité de ce qu'il fait, nous nous inscrivons en complémentarité.» Une chose est certaine en tout cas : pas de logements sur les terrains de l'ex-SFP, y compris sur les 6 hectares qui ne sont pas loués aux Studios de Bry. «Notre PLU est en phase avec le Contrat de développement territorial (CDT). Notre objectif : 1 emploi pour 1 habitant ! » martèle l'élu.



Sur les terrains des studios, les prestataires liés au tournage ont commencé à revenir ou arriver, à l'instar du spécialiste des effets spéciaux Les Versaillais, du fournisseur Flam and Co, du loueur de matériel et accessoires Les 2 Ailleurs, Transpalux s'est agrandi sur 1500 m2. «On a encore de la place dans les bureaux mais on est quasi plein sur les grandes surfaces, commente Pascal Bécu. Maintenant on va s'attaquer à la restauration sur place, c'est impératif.» Quelles autres entreprises professionnelles du cinéma pourraient être intéressées par les sites alentours ? «En termes de post-production, il y a encore pas mal de sociétés périphériques au tournage qui font partie de la chaîne. Si on pouvait tout faire à côté, cela serait plus facile même si cela n'est pas indispensable non plus. C'est vrai que les studios permettent de fixer l'activité», estime le directeur d'exploitation.

« Saint-Maur / L'Artothèque fermera désormais le lundi » - Le Parisien

SAINT-MAUR

L'Artothèque fermera désormais le lundi

EN CE MOIS DE RENTRÉE, l'Artothèque — l'originale bibliothèque d'œuvres d'art de Saint-Maur —, procède à quelques ajustements. Les élus réunis en conseil municipal ce soir à partir de 19 heures devraient notamment voter le principe d'une fermeture chaque lundi à partir du 1^{er} octobre. Dans cet établissement situé dans le Carré Médicis, les visiteurs peuvent emprunter des œuvres pour quatre mois en déboursant quelques dizaines d'euros par an. Il sera désormais ouvert du mardi au samedi après-midi, afin d'harmoniser les horaires de travail des agents municipaux du service culturel.

Une nouvelle exposition d'artistes locaux accueillie à partir de samedi

Ce lieu qui regorge de plus d'un millier d'œuvres d'art va également être réaménagé cette semaine pour accueillir une nouvelle exposition à partir de samedi. L'Artothèque a proposé aux artistes saint-mauriens qui ouvrent les portes de leurs ateliers le week-end des 3 et 4 octobre de laisser une œuvre qui illustre leur travail. Cela représente une soixantaine de créations à compiler en exposition. Elle sera visible jusqu'au 6 octobre. Ainsi, les amateurs désirant flâner dans les ateliers pourront se faire à l'avance une idée des techniques et styles de chaque artiste.

L'Artothèque existe depuis une quinzaine d'années.



Saint-Maur, hier. L'espace abrite plus de 1 000 œuvres, d'artistes connus comme Chagall, Miro ou Fernand Léger mais aussi de Saint-Mauriens désireux de faire connaître leur travail. (LP/EM.)

Environ 250 particuliers, professions libérales, associations et établissements scolaires adhèrent chaque année. Ils peuvent emprunter des œuvres d'hommes reconnus comme Fernand Léger ou Marc Chagall et d'artistes locaux.

ELSA MARNETTE

« De nombreuses offres à pourvoir au Pavillon Baltard à Nogent » - Le Parisien

EMPLOI

De nombreuses offres à pourvoir au Pavillon Baltard à Nogent...

■ Les demandeurs d'emploi et les entreprises vont se rencontrer aujourd'hui, de 9 heures à 17 heures, pour la 19^e édition du Carrefour de l'Emploi qui s'installe au Pavillon Baltard à Nogent. On y trouvera aussi de nombreux professionnels, créateurs d'entreprise ou porteurs de projets. Des navettes gratuites sont mises à disposition au départ de Charenton. Les départs s'effectueront du kiosque à journaux sur la place Briand, à 8 h 30, 10 h 30, 13 heures et 14 h 30.

Aujourd'hui, de 9 heures à 17 heures, 12, avenue Victor-Hugo, à Nogent. Accès libre. Tél. 01.46.76.50.00. www.carrefourdelemploi.com.

Département

« Peu de portes claquées chez EELV Val-de-Marne » - 94 Citoyens

118 départs pour l'instant officiellement comptabilisés sur 3000 adhérents EELV en Ile-de-France, dans la foulée de celui de Jean-Vincent Placé. Pour l'instant, on est loin de l'hémorragie même si certains départs font plus mal que d'autres au parti, comme celui du maire de Sevrans Stéphane Gatignon. Dans le Val-de-Marne,

seulement trois démissions ont été enregistrées, « et elles ont été compensées par 4 nouvelles adhésions », sourit Mehdy Belabbas, porte-parole EELV 94 qui précise que le Val-de-Marne compte 400 adhérents au parti écologiste. A noter tout de même, parmi celles-ci, celle d'Amigo Yonkeu, conseiller régional sortant et maire-adjoint à Arcueil, qui devrait être en 4^e position sur la liste EELV 94 aux régionales de décembre 2015. La seconde démission concerne celle de Rosandre Valleray, conseillère municipale d'opposition de Villeneuve-le-Roi et cheffe de cabinet de Stéphane Gatignon à Sevrans. L'élue est expliquée dans une lettre intitulée « Je quitte EELV car je n'ai pas le syndrome de Stockholm », regrettant la « surenchère protestataire » dans laquelle s'est « engouffrée » le mouvement. Le troisième démissionnaire est un militant de Villejuif, non élu.

« EELV Val-de-Marne est une structure solide. Nous avons quasiment réussi à faire l'union au dernier congrès. On est tous écolo et on reste concentré sur fondamentaux : la qualité de l'air, la circulation, l'alimentation, la restauration scolaire... », insiste Mehdy Belabbas. « Au final, ces quelques départs vont assainir le parti. Beaucoup des élus régionaux qui s'en vont ne participaient plus à la vie politique d'EELV ni ne reversaient leur cotisation. Il y a toujours eu des fractures au sein du parti mais ce n'est pas parce que l'on se retrouve en minorité qu'on doit s'en aller. On peut défendre ses idées en interne », commente Annie Lahmer, secrétaire régionale.

Ces départs risquent néanmoins d'impacter l'organisation des élections régionales, avec désormais deux mouvances écologistes en quête d'une union avec le PS, au premier tour pour les uns, au pour les autres. Dès ce mardi 22 septembre, Jean-Vincent Placé, qui va créer un groupe de 16 élus au sein du Conseil régional sortant, était en discussion avec Claude Bartolone pour envisager les alliances de premier tour.

« S'il faut faire de la place, on en fera. Nous sommes pour l'union la plus large possible et ne mettrons personne à la porte. Mais à condition de se mettre d'accord sur les conditions, le projet.. Il ne faudrait pas non plus que l'arrivée un peu abrupte des camarades de Jean-Vincent Placé pose problème par la suite, indique Jonathan Kienzen, premier fédéral du PS Val-de-Marne et troisième de la liste départementale aux régionales. L'essentiel est que le 6 décembre au soir, tout le monde se retrouve et que cela se passe bien. »

Région / Régionales

« Le patronat interpelle les candidats aux élections régionales » - Les Echos

Ile-de-France : le patronat interpelle les candidats aux élections régionales

POLITIQUE

Le Medef, la CCI et la CGPME d'Ile-de-France signent un programme commun pour favoriser la croissance.

Dominique Malécot
dmalecot@lesechos.fr

Le patronat s'engage dans la campagne électorale en région parisienne. Le Medef Ile-de-France, la CCI Paris Ile-de-France et la CGPME Paris Ile-de-France présentent ce jeudi une brochure d'une soixantaine de pages d'analyses et de propositions à moins de trois mois du scrutin. Leurs présidents respectifs, Agnès Lo Jacomo, Pierre-Antoine Gailly et François Asselin, y rappellent que l'Ile-de-France représente 4 % du PIB européen et le tiers de celui de la France. Le conseil régional, avec ses 5 milliards d'euros de budget auxquels s'ajoute autant pour les transports en commun, « a un vrai rôle à jouer pour favoriser [...] l'activité économique au sens large », écrivent-ils.

Les entreprises qui se posent en premier contributeur au budget régional appellent à « une gestion

plus rigoureuse des comptes » et s'inquiètent notamment de l'augmentation des frais de fonctionnement au détriment de l'investissement et au prix d'un endettement croissant. Sur un terrain plus technique, elles souhaitent se rapprocher des élus « pour trouver une solution au problème de la déconnexion entre l'activité réelle des entreprises, la CVAE et du décalage de trois ans dans son calcul ». Elles demandent aussi une clarification des rôles entre la future métropole du Grand Paris et les autres collectivités... et s'inquiètent de ses besoins de financement.

De même, dans la mesure où elles contribuent pour près de la moitié aux 9 milliards d'euros des dépenses annuelles de transport en Ile-de-France, elles demandent à être mieux représentées au conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Ile-de-France, où ne siège qu'un représentant de la CCI.

Réforme de l'apprentissage
En matière de formation, autre compétence obligatoire de la région, les trois présidents des organisations patronales jugent que les filières d'apprentissage souffrent « d'une suradministration qui les a déconnectées des besoins des entreprises ». Ils préconisent de « libérer

La région Ile-de-France en chiffres

En %

2,8 %	du territoire
19 %	de la population française
27 %	des nuitées des touristes internationaux en France
28 %	du PIB national
39 %	des investissements étrangers en France

« LES ECHOS »

les capacités de financement des CFA ». En clair, ils veulent pouvoir financer seuls une formation alors que, à l'heure actuelle, elle ne peut exister que si la région y contribue. Suivent aussi des propositions pour favoriser l'alternance, ou des aménagements essentiels. Par exemple, la période d'essai d'un apprenti devrait débuter à son entrée dans l'entreprise et non pas à la signature du contrat, qui peut être bien antérieure, suggèrent-ils. De même, les apprentis devraient pouvoir avoir deux employeurs. Les coûts seraient répartis entre deux entreprises et l'apprenti bénéficierait d'une expérience plus large.

Les trois organisations patronales se préoccupent aussi de la désindustrialisation de la région et proposent de resserrer les liens entre la recherche et l'entreprise. L'économie circulaire avec la gestion des déchets des grands chantiers n'est pas oubliée, pas plus que la commande publique du conseil régional, qui doit être plus accessible aux TPE et PME. Enfin, même si le logement n'est pas de la compétence de la région, les entreprises lui demandent de s'en emparer, par le biais des instances de coordination. Aides à l'exportation et mesures d'attractivité arrivent en conclusion pour donner une ouverture internationale au projet. ■

« Grand Paris Express, l'investissement du siècle » - Les Echos

Grand Paris Express, l'investissement du siècle

L'INVITÉ
Philippe Yvin*



Thomas Gogry - Société du Grand Paris

Alors que Magaly, le premier tunnelier du prolongement de la ligne 14 au nord, s'est élancé il y a quelques jours, les travaux préparatoires de la ligne 15 sud du Grand Paris Express avancent de jour en jour. Deux cents kilomètres de métro automatique, 4 lignes et 68 nouvelles gares, 2 millions de voyageurs quotidiens, le futur réseau du Grand Paris contribuera au développement de Région capitale afin de renforcer son attractivité et de conforter sa place dans la compétition des villes-monde.

le réseau générera, lors
de sa mise en service,
au moins 100 milliards
d'euros de richesse
supplémentaire.

Réparer l'avenir de la Région capitale, c'est d'abord réaliser le Grand Paris Express parce que c'est l'ossature autour de laquelle le développement économique et urbain va se renforcer. Circulant en rocade autour de la capitale, il connectera tous les territoires de l'Île-de-France entre eux et avec Paris, jusqu'aux trois aéroports. Facilitant les échanges et la création de richesse, le réseau générera, lors de sa mise en service, au moins 100 milliards d'euros de richesse supplémentaire. Une augmentation de 15 % du PIB annuel d'aujourd'hui ! L'arrivée du métro va engendrer au moins 100.000 emplois. Et dès la fin de l'année 2016, ce seront près de 3 milliards d'euros qui seront attribués en marché de travaux de génie civil. Le Grand Paris Express s'impose donc comme un accélérateur économique et mais aussi technologique. Ainsi, la Société du Grand Paris est-elle en train de bâtir un réseau à la fois structurant pour la ville et adapté à la société numérique. C'est le métro le plus digital du monde, celui qui ne fait pas qu'accompagner les mutations sociales et digitales mais qui les rend toutes possibles. Grâce aux 68 quartiers gares qui représentent un potentiel de près de 140 km² d'aménagement, il contribuera aussi à réduire les disparités spatiales, créant de nouvelles polarités pour une meilleure répartition des richesses et pour améliorer la qualité de vie quotidienne des Franciliens. L'enjeu, c'est d'offrir des mobilités à ceux qui n'en ont pas assez, pour renforcer la cohésion sociale. Nous avons en effet la conviction qu'un habitant du Grand Paris, pour en être pleinement citoyen, doit pouvoir accéder à toutes les aménités de la ville. C'est aussi un enjeu pour les entreprises franciliennes. Alors même que le nombre de kilomètres de métro automatique va être multiplié par 6 dans les 10 ans qui viennent, nous pouvons proposer un nouveau modèle de ville intelligente et durable.

*Président du directoire de la Société
du Grand Paris.

« Un plan d'urgence pour les réfugiés » - Le Parisien

ÎLE-DE-FRANCE

Un plan d'urgence pour les réfugiés

■ Le conseil régional présentera aujourd'hui un plan d'urgence en faveur des réfugiés. Un des axes risque particulièrement d'alimenter la polémique : une partie du contingent régional des logements sociaux devrait être mobilisée pour cet accueil d'urgence. Par ailleurs, un travail de recensement des places disponibles est en cours dans les bases de loisirs. La région se dit aussi prête à mettre jusqu'à 1 000 € par place pour aider à la réalisation de locaux d'hébergement. Enfin, un fonds d'urgence de 23 000 € par projet sera mis en place en faveur des associations qui accompagnent les réfugiés (soins, aide alimentaire, etc.).

« La réforme territoriale aura peu d'impact sur la (bonne) qualité du crédit des régions » - La Tribune

La réforme territoriale aura peu d'impact sur la (bonne) qualité du crédit des régions

Le passage de 22 à 13 régions métropolitaines aura un impact très faible sur la (plutôt bonne) qualité du crédit dont bénéficient les régions françaises, selon une étude de l'agence de notation Standard and Poors. Mais leur budgets restent très faibles comparés aux autres régions européennes.

Le passage de 22 à 13 régions métropolitaines aura un très faible impact sur la qualité du crédit dont elles bénéficient. Un profil qui restera toujours plutôt « favorable » dans le contexte européen. Telles sont les principales conclusions d'une étude rendue publique par l'agence de notation Standard and Poors (S&P). (lien : <https://www.spratings.com/documents/20184/86966/Nouvelles+regions/87ee2-cea-0043-4bdc-8f74-f3b6ed6dbe34>)

La fusion des régions avec le passage le 1er janvier 2016 de 22 à 13 régions métropolitaines - dont les budgets vont quasiment doubler, de 1,2 à 2 milliards d'euros en moyenne -, devrait donc avoir « peu d'effet » à court et moyen termes sur leur crédit, estime l'agence de notation. Seule l'Auvergne aurait été mieux notée par S&P, si elle n'avait pas fusionné avec Rhône-Alpes.

Selon l'agence de notation, les élections régionales de décembre devraient en effet ouvrir une période de « transition » (2016-2017) durant laquelle les nouvelles régions devront « digérer » les fusions, « intégrer de nouvelles compétences », de nouveaux personnels, sans se lancer dans de grands projets.

Les régions française un peu moins bien notées que les Länder allemands



Les budgets des régions françaises restent très faibles par rapport à leurs homologues européennes.

La plupart des régions françaises sont actuellement notées dans la catégorie « AA » - un niveau légèrement inférieur aux Länder allemands mais supérieur aux notes données aux régions espagnoles et italiennes - par l'agence, mais ces notations pourraient être « plus hétérogènes après la réforme », en fonction notamment de la capacité des nouveaux exécutifs régionaux à gérer les fusions, estime-elle.

Standard and Poors n'anticipe pas « de larges économies d'échelle, ni d'optimisation importante des dépenses du fait des fusions » qui pourraient modifier leur trajectoire bud-

gétaire et leur endettement à moyen terme.

Des régions relativement faiblement endettées

Selon l'étude, les régions françaises ne devraient pas rencontrer non plus de « problème d'accès au financement » car les opérateurs sont nombreux (Caisse des dépôts, Banque européenne d'investissement, accès au marché obligataire, etc.). Elles continueront par ailleurs « de représenter une part très modérée de la dette publique locale, soit 11,7% contre plus de 50% pour les régions italiennes, 67% en Belgique, et près de 80% et 90% en Allemagne et en Espagne ». Quant au poids de la dette régionale dans la dette publique nationale, il reste également très faible (1,1%). De plus, note S&P, les budgets des nouvelles régions françaises restent modestes à l'échelle européenne. Ainsi, le total du budget des régions françaises atteint 25,5 milliards d'euros, quand le seul budget de la Catalogne s'élève à 23,3 milliards et celui du Land de Bavière 49,9 milliards d'euros

(Avec AFP) ■

par Jean-Christophe Chanut

« Battre le FN aux régionales est une priorité absolue » - Le Monde

Battre le FN aux régionales est une priorité absolue

L'extrême droite ne change pas de nature d'une génération à l'autre. Les électeurs juifs tentés de donner leur suffrage au parti de Marine Le Pen devraient s'en souvenir

PAR SERGE KLARSFELD

Nous n'oublierons jamais que nous sommes orphelins de déportés assassinés par un parti d'extrême droite qui s'était emparé électoralement du pouvoir en Allemagne. Aux commandes de l'État, à la faveur d'une crise économique aux conséquences sociales et politiques, les hitlériens ont fini par déclencher une guerre européenne devenue rapidement mondiale et par prendre l'initiative de l'extermination des juifs d'Europe. Ils ont été aidés dans leur œuvre de mort par tous les partis ou mouvements d'extrême droite du continent : le PPF de Doriot, le RNP de Déat, les Flamands du VNV et les Wallons de Rex, le NSD de Mussert aux Pays-Bas, Quisling en Norvège, les Croix fléchées en Hongrie, les fascistes purs et durs de la République de Salo regroupés autour du Duce, auteur des lois raciales de 1938, la Garde de fer en Roumanie, les partis gouvernementaux en Pologne et bien d'autres mouvements.

Un parti antisémite ne change pas de nature, même s'il camoufle opportunément son programme de haine, comme l'a fait Hitler lors des Jeux olympiques de 1936 et comme le fait le FN en tentant de faire oublier la présidence de Jean-Marie Le Pen pendant plus de quarante ans. Nous avons eu droit à une Nuit des longs couteaux [du 29 au 30 juin 1934, élimination par Hitler des opposants de son parti], sans effusion de sang, et la fille a mis au rancart un père devenu gênant par ses sorties politiquement incorrectes ; mais elle n'a pas renié un programme auquel elle a adhéré depuis son adolescence.

DANGER POUR NOTRE DÉMOCRATIE

Mettre sur la touche un père qui continuait à s'exprimer ainsi qu'il l'avait toujours fait, sans que la fille s'en offusquât, et à qui cette dernière doit tout ou presque n'est pas une garantie démocratique. Et pourtant le FN peut arriver au pouvoir légalement par les élections : c'est un parti démagogique, et les Le Pen sont des tribuns talentueux qui captent les peurs et les espoirs des citoyens déçus par les partis classiques qui gouvernent et alternent depuis le relèvement de la France. Certes, ces partis présentent aujourd'hui des faiblesses, ils ont du mal à maîtriser des situations critiques, à opérer les réformes indispensables, à répondre aux attentes des Français ; mais nous leur sommes redevables de la paix, de la prospérité, des acquis sociaux...

Nous sommes redevables à la gauche, à la droite, sans oublier le centre. Nous

sommes redevables à de Gaulle, Mendès, Schuman, Guy Mollet, Antoine Pinay, Giscard, Mitterrand, Chirac, Sarkozy et Hollande n'ont pas eu la chance de leurs prédécesseurs avec la croissance ; mais avec le programme économique du FN, ce serait un appauvrissement instantané de la France et des Français avec, en plus, comme à chaque fois que l'extrême droite gouverne, la xénophobie, le racisme, l'antisémitisme, la censure, la propagande et la corruption... Le danger pour notre démocratie, c'est prioritairement le FN.

Il faut se mobiliser pour endiguer sa montée électorale. Les élections régionales de décembre sont décisives. Il faut empêcher le FN de s'emparer des régions où il part favori : Nord-Pas-de-Calais-Picardie et Provence-Alpes-Côte d'Azur. Dans ces deux régions, tous les sondages montrent que la liste de gauche n'a aucune chance de l'emporter. C'est donc dès le premier tour que tous ceux qui sont opposés à la victoire du FN doivent voter pour le candidat le mieux placé pour barrer la route au FN : ils s'appellent Xavier Bertrand et Christian Estrosi.

Je le soutiendrai, comme je soutiendrai le leader d'une liste socialiste là où il pourrait l'emporter sur le FN, mais les politologues affirment que ce n'est le cas dans aucune région ; Martine Aubry, je le regrette, a reconnu la situation en décidant de ne pas prendre la tête de la liste PS. Ailleurs, chacun peut voter selon ses inclinations mais, d'ici à décembre, là où le FN risque d'être en tête au premier tour, il faut s'engager pour convaincre le plus d'électeurs possible d'aller voter et de voter dès le premier tour pour la liste républicaine en mesure de l'emporter. Les résultats des régionales seront décisifs pour la présidentielle : si le FN parvient à s'imposer dans l'une de ces deux régions, son score national sera supérieur à celui des partis démocratiques.

Dans une élection triangulaire, celle de 2017, ce serait assurer le FN d'être en tête au premier tour avec le risque réel de ne pas voir les électeurs de gauche voter pour un candidat de droite qui leur déplaît et celui de ne pas voir les électeurs de droite voter pour un candidat de gauche impopulaire et peut-être même de les voir voter pour le FN. En décembre, il s'agira déjà de prendre parti pour la République et pour la France ; l'enjeu à Nice et à Lille ne sera pas régional, il sera capital. Dans ces circonscriptions, les électeurs doivent considérer l'intérêt national avant leurs préférences personnelles. Il me paraît également judicieux de rappeler aux juifs tentés par le vote FN, parce qu'ils espèrent que ce parti jugulera les fondamentalistes musulmans, que les rares juifs allemands qui se sont hasardés à voter pour le parti nazi par crainte du bolchevisme se sont repentis de leur choix. ■



Serge Klarsfeld est historien et avocat. Il a fait partie, lors des élections municipales de 2014, des comités de soutien à Christian Estrosi (LR), et à Anne Hidalgo (PS).

« Paris valide les tours de Jean Nouvel » - Le Monde

Paris valide les tours de Jean Nouvel

Le permis de construire pour le projet de deux immeubles qui devrait voir le jour en 2020 dans le 13^e arrondissement a été délivré le 22 septembre

ARCHITECTURE

L'immobilier sort-il de la crise, ou bien est-ce plus esthétiquement l'architecture qui échappe aux conflits plombant de façon répétée la liberté créative des maîtres d'œuvre ? Déjà, l'été avait apporté son lot de surprises avec la remise sur rail du projet Samaritaine conçu par l'agence japonaise Sanaa. La question des tours à Paris restait en suspens, véritable épouvantail des associations. Or Ivanhoé Cambridge, filiale immobilière de la Caisse de dépôt et placement du Québec, a obtenu, mardi 22 septembre, auprès de la Ville de Paris le permis de construire pour son projet de tours Duo conçu par l'architecte Jean Nouvel.

Sauf retournement toujours possible, les crispations suscitées par l'émergence de tours dans la capitale semblent s'atténuer. Déjà, le groupe Unibail s'était vu confier le 18 septembre la réalisation des tours Sisters, riches en formes galbées, dessinées par Christian de Portzamparc. Un projet de deux immeubles de grande hauteur (IGH, soit 50 m), qui se substitue à celui de la tour Phare signé par l'architecte américain Thom Mayne. Ce projet devait prendre place entre la Grande Arche et le CNIT, avec ses 300 mètres et 69 niveaux de bureaux, et devenir la plus haute tour de France. Resterait à calculer les indemnités de l'architecte américain, lauréat du Pritzker Prize, comme le sont Nouvel et Portzamparc.

Les tours Duo après la tour Phare et les tours Sisters. « La délivrance du permis de construire nous fait entrer dans une nouvelle phase de ce projet enthousiasmant », a déclaré dans un communiqué Meka Brunel, la vice-présidente exécutive pour l'Europe d'Ivanhoé Cambridge. Issues d'une « vision urbanistique réfléchie et concertée » et insérées dans la zone d'aménagement concertée (ZAC) Paris Rive Gauche, elles « apporteront, selon elle, leur pierre au rayonnement de Paris ».

Situées dans le 13^e arrondissement

de la capitale, en bordure de la Seine et des voies ferrées, la première tour offrira 39 étages sur 180 mètres et la seconde, 27 étages sur 122 mètres. La destination de ces immeubles de grande hauteur est mixte : d'une part 96 100 m² de bureaux, de l'autre, sur 12 000 m², un hôtel, un restaurant bar avec une vue panoramique sur Paris, un auditorium, des commerces, un jardin et des terrasses végétalisées. Ils devraient être en outre les premiers en France à bénéficier du label d'excellence WELL (WELL Building Standard).

Fausse jumelles

Evoquant ces tours asymétriques, Jean Nouvel, qui a déjà réalisé à Paris l'Institut du monde arabe, la Fondation Cartier pour l'art contemporain, le Musée du quai Branly et la Philharmonie, parle d'une « composition architecturale lisible ». Malgré les remarques

Les crispations suscitées par l'émergence de tours dans la capitale semblent s'atténuer

majoritairement négatives formulées par les riverains du quartier Bruneseau, selon les responsables d'associations, la commissaire enquêteuse Marie-Claire Eustache a rendu un avis favorable à la demande de permis de construire. « Le projet de construction des tours Duo soumis à enquête m'apparaît complet et bien maîtrisé dans ses différents aspects et impacts », résume-t-elle.

Reste à s'interroger sur la valeur des deux ensembles de tours. Les fausses jumelles de Jean Nouvel



Vue d'artiste des tours Duo.
ATELIERS JEAN NOUVEL/L'AUTRE IMAGE

apparaissent à l'acmé de la dissymétrie, sans la moindre concession à une possible douceur des formes. A l'inverse, le projet Portzamparc mise tout sur les courbes. Deux projets à l'opposé l'un de l'autre... Et qui se défendent par des arguments opposés.

Les espaces de bureaux, chez Nouvel, seront « flexibles, adaptés aux nouveaux modes de management et de travail », et offriront « une large gamme de services associés » tels qu'un espace dédié au fitness, précise Ivanhoé Cambridge.

Choisi en avril 2012 au terme d'une consultation internationale lancée par la Ville de Paris, Ivanhoé Cambridge est l'investisseur unique de ce projet dont le montant n'est pas divulgué. Il espère commencer les travaux au deuxième trimestre 2016, après commercialisation de la moitié des surfaces de bureaux. ■

FRÉDÉRIC EDELMANN

« La Ville de Paris n'oublie pas les victimes des attentats » - Le Parisien

HOMMAGE

La Ville de Paris n'oublie pas les victimes des attentats

PLUS DE HUIT MOIS après les attentats de janvier, la Ville de Paris s'appête à rendre hommage aux 17 personnes tuées sous les balles des frères Kouachi et d'Amedy Coulibaly. Bruno Julliard, le premier adjoint (PS) d'Anne Hidalgo, nous dévoile en exclusivité les différentes initiatives qui visent à honorer la mémoire des victimes des tueries de « Charlie Hebdo », de Montrouge (Hauts-de-Seine) et de l'Hyper Cacher de la porte de Vincennes (XX^e).

Celles-ci seront présentées la semaine prochaine devant les élus du Conseil de Paris.

■ **Trois plaques commémoratives.** La mairie de Paris a décidé d'apposer une plaque commémorative à trois endroits : devant l'immeuble de la rue Nicolas-Appert (XI^e) qui abritait les locaux de l'hebdomadaire satirique, à la hauteur du boulevard Richard-Lenoir, où les frères Kouachi ont assassiné le policier Ahmed Merabet, et devant le supermarché ciblé par Amedy Coulibaly. « Nous avons passé de longues semaines à discuter avec les familles des victimes et la rédaction de *Charlie Hebdo* pour rédiger les textes des plaques », indique Bruno Julliard. Celle qui rendra hommage à Charb, Cabu, Tignous et aux autres victimes de l'attentat de la rue Nicolas-Appert portera ainsi la mention « A la mémoire des victimes de l'attentat terroriste contre la libé-

té d'expression ». « C'est sobre, personne ne voulait d'un texte grandiloquent », confie le premier adjoint. Sur la plaque de l'Hyper Cacher figurera aussi l'âge des quatre personnes décédées, dont deux avaient 20 et 21 ans.

■ **Des oliviers sur la place de la République.** Devenue un lieu de recueillement autant qu'un symbole de la liberté d'expression à la suite des tueries, la place de la République ne sera pas oubliée. « Nous allons y planter 17 oliviers, symboles de paix, en mémoire des 17 victimes, annonce Bruno Julliard. L'idée est de former un bosquet où les gens pourront déambuler. » Ils devraient s'élever à l'est ou au nord de la place. La mairie privilégie la seconde option.

■ **Un café Charlie en projet.** Les oliviers prendraient alors place à proximité du café Monde et Médias. Ravagé par un incendie en février, le lieu devrait rouvrir ses portes en janvier. Avec un nouveau nom ? « Nous avons proposé à *Charlie Hebdo* que le café soit rebaptisé Café Charlie, mais il faut leur autorisation », indique l'élue. Cette proposition émane du groupe UDI-MoDem au Conseil de Paris sur laquelle « tous les présidents de groupe sont d'accord ».

■ **Et en janvier prochain ?** La pose des plaques commémoratives, la plantation des 17 oliviers et l'inauguration du café Charlie devraient in-



Paris, place de la République (III^e - X^e - XI^e), en janvier. Après les tueries, le site est devenu un lieu de recueillement. La mairie y plantera bientôt 17 oliviers, en mémoire des 17 victimes du mois de janvier. (LP/Aurèle Ladet.)

tervenir à l'occasion de la commémoration du premier anniversaire des attentats. La mairie réfléchit par ailleurs à la meilleure façon de ren-

dre hommage aux victimes en janvier. « Il pourrait y avoir un concert ou au contraire une marche silencieuse, évoque Bruno Julliard. Nous

allons en discuter avec les familles des victimes, la rédaction de *Charlie Hebdo* et l'Etat. »

ALEXANDRE ARLOT

Politique nationale

« La primaire impose sa loi à Nicolas Sarkozy » - Le Monde

La primaire impose sa loi à Nicolas Sarkozy

ANALYSE

FRANÇOISE FRESSOZ
Editorialiste

LE MATCH NE
SE JOUE PAS DANS
LE HUIS CLOS
DU PARTI NI DANS
LE CHAMP DE
LA DROITE, MAIS
À CIEL OUVERT
DEVANT
L'OPINION
PUBLIQUE

C'était un pari mais un pari risqué : revenir par le parti. Nicolas Sarkozy a fait ce choix, à l'été 2014, parce qu'il n'avait plus réellement d'alternative : d'autres commençaient à occuper dangereusement l'espace, les anciens comme Alain Juppé ou les jeunes pousses comme Bruno Le Maire. Un an plus tard, le retour est laborieux, loin de la légende qu'aurait voulu forger l'ancien président de la République : celle de l'homme providentiel qui renonce à sa retraite dorée pour sauver l'UMP du déshonneur de l'affaire Bygmalion et porter de nouveau sa famille politique au pouvoir.

Une épopée évidente à ses yeux tant le quinquennat de François Hollande n'est, dans son esprit, qu'une malencontreuse parenthèse, alors que lui se sent toujours habillé par la fonction. « *J'ai la France en moi* », déclame l'ancien président dans un entretien au *Parisien* publié le 18 septembre. Mais cela ne suffit pas. Certes, Nicolas Sarkozy s'est remis au centre du jeu. Dans tous les sondages d'opinion, il apparaît comme le favori de sa famille politique après un atterrissage qui n'a pas pris l'allure du plébiscite escompté (64,5 % des suffrages exprimés en novembre 2014).

En faisant le choix du parti, le sexagénaire a su forger des figures qui correspondent à son

tempérament : il est le combattant qui a remporté les élections départementales en mars, le phénix qui, le 30 mai, a fait renaitre l'UMP de ses cendres en rebaptisant le parti en faillite d'une appellation autrement prometteuse, « Les Républicains ». Il est le rassembleur électoral d'une droite qui, partie unie au scrutin régional de décembre, peut déjà en revendiquer la victoire. Il a enfin retrouvé le magistère de la parole qu'il exerce sans frein ces derniers jours sur le thème de l'immigration, où il domine tous ses concurrents. Mais cela ne suffit pas, quelque chose de fondamental lui échappe.

LE PIÈGE DU PROGRAMME COMMUN

Nicolas Sarkozy a perdu le monopole des idées. Il n'est plus, comme en 2007, le renouvreur incontesté de la droite. Ses concurrents refusent de se laisser enfermer dans le piège du programme commun dont lui seul tiendrait la plume puisqu'il est le chef du parti et qu'à chaque étape les militants sont appelés à valider ses propositions. Le parti d'adionados qu'il a reconstruit ne lui permet pas de rétablir pleinement son leadership sur la droite. La façon dont les prétendants à la primaire de 2016 s'affranchissent de son autorité est spectaculaire.

Quand Alain Juppé se moque ouvertement au micro de France Info des supposées hésitations de Nicolas Sarkozy à concourir à la présidentielle – « *Je suis bouleversé, ce suspense est intolérable* » –, Hervé Mariton rabaisse le questionnaire sur l'immigration soumis au vote des militants d'un « *pas à la hauteur* ». Quand

le président du parti se fait fort de supprimer, s'il revient à l'Élysée, les 35 heures ou l'impôt sur la fortune, François Fillon publie un livre, *Faire* (Albin Michel, 320 p. 20 €), dans lequel il décrit l'ancien président comme « *un homme d'État vulnérable aux humeurs de l'opinion* ».

Constamment, « l'ex » est ramené à son pâle bilan ou aux excès de son tempérament. Pendant ce temps, Bruno Le Maire poursuit son tour de France, François Fillon décline un projet radical, Alain Juppé peaufine son image présidentielle et Nathalie Kosciusko-Morizet cultive sa différence. Au lieu de la prééminence sarkozyste, une mosaïque d'avis. La dynamique de la primaire a pris le pas sur la logique de parti. Elle prend à revers Nicolas Sarkozy, le bonapartiste qui, élevé dans le culte du chef, était peu disposé à en accepter les règles.

La primaire est une invention socialiste. A ce titre, le processus de 2011 aurait pu servir de laboratoire, d'autant que les situations peuvent paraître assez proches : le PS a été comme l'UMP un parti secoué par la défaite, miné par des accusations de tricherie, avec un logiciel largement épuisé et un fort besoin de rélégitimation. Mais il a vécu la phase de pré-primaire plus sereinement que la droite parce que Martine Aubry, première secrétaire à l'époque, n'était en principe pas dans le jeu présidentiel. C'est Dominique Strauss-Kahn qui devait concourir à sa place si bien que jusqu'au 14 mai 2011, date de l'affaire du Sofitel de New York, il lui a été relativement facile de convaincre les challengers de s'accorder sur

un socle commun minimal avant le début de la compétition.

Nicolas Sarkozy n'est pas dans ce cas de figure : s'il a repris les rênes de feu l'UMP, c'est dans l'unique but de redevenir candidat à la présidentielle, si bien que le projet du parti, même légitimé par les militants, ne pourra jamais être celui de ses rivaux, qui le verront comme une tentative déloyale de peser sur la primaire. Jusqu'au premier tour de la consultation, le 20 novembre 2016, une cacophonie, assez inédite à droite, va se développer. Les militants seront bien en peine de l'étouffer pour une raison d'échelle : même s'ils sont sincèrement convaincus de la supériorité de leur chef, ils pèseront toujours moins en nombre que les votants de la primaire.

Ces mystérieux électeurs, dont on ignore le profil et la dynamique, ont, à ce titre, déjà emporté la première manche : le match, bien plus serré que prévu, ne se joue pas dans le huis clos du parti ni dans le champ plus large de la droite mais à ciel ouvert devant une opinion publique. Largement revenue de tout, cette dernière forme son jugement sur des ressorts complexes : le positionnement mais aussi l'expérience et le tempérament de chacun, obligeant l'ancien président de la République, qui est revenu parce qu'il se croit le meilleur, à un inhabituel exercice d'introspection et de correction. « *Sur moi et ma façon d'être, je changerai* ».

fressoz@lemonde.fr

« Le nombre d'adhérents aux Républicains en légère diminution depuis un an » - Le Monde

Le nombre d'adhérents aux Républicains en légère diminution depuis un an

Avec 178 920 encartés, l'objectif des 300 000 membres fin 2015, fixé par Nicolas Sarkozy, s'éloigne

Il ne s'agit pas d'une véritable érosion, mais d'une réelle contre-performance. Un an après le retour de Nicolas Sarkozy et dix mois après son élection à la tête de l'UMP – devenue Les Républicains (LR) –, le nombre d'adhérents du parti est en baisse. La formation de droite en a perdu un peu plus de 2 000 en l'espace d'un an. Mardi 22 septembre, LR comptait exactement 178 920 adhérents à jour de cotisation, contre 181 002 en 2014, à la même date.

Des chiffres loin de l'objectif fixé par M. Sarkozy, qui espère totali-

ser 300 000 militants encartés à la fin de l'année et 500 000 d'ici à 2017. Pour ses rivaux, un constat s'impose : « *Il n'y a pas eu d'effet Sarkozy depuis son retour* ». « *Ce sont des résultats décevants, regrette un dirigeant. On tablait sur une augmentation et, finalement, on enregistre une diminution* ».

De leur côté, les sarkozystes mettent en avant le contexte de désaffection des Français pour les structures partisanes. Ils restent persuadés que, sans leur champion, la baisse aurait été plus importante. Certains veulent y voir « *un effet*

pervers de la primaire », en rappelant qu'il n'y aura pas besoin de détenir une carte du parti pour pouvoir voter à la primaire à droite pour la présidentielle de 2017.

Relativiser

Si le compte n'y est pas encore, les dirigeants du parti tentent de relativiser cette légère décre. « *Il n'y a pas de péril en la demeure*, estime la secrétaire générale adjointe chargée des adhésions, Sophie Primas. On se situe à peu près au même niveau que l'an dernier, quand le rythme des adhésions

était très élevé. » « *Les chiffres montrent une stabilité* », abonde Eric Clotté, secrétaire général adjoint aux fédérations. *C'était une période très dense, l'année dernière. Il y avait eu un pic considérable des adhésions en septembre 2014, avec l'élection à la présidence de l'UMP, qui a mobilisé les adhérents*. » Selon eux, Les Républicains restent loin devant le PS et le FN – « *le premier parti de France* ».

Les responsables du parti jugent atteignable l'objectif des 300 000 adhésions pour la fin de l'année. Ils comptent sur la dynamique de la

campagne des élections régionales des 6 et 13 décembre. « *Cela va booster le rythme des adhésions* », prédit Sophie Primas, précisant qu'actuellement « *le parti enregistre en moyenne entre 500 et 1 000 nouvelles adhésions par jour* ».

Les dirigeants de LR misent également sur le renouvellement des instances locales, prévues fin janvier. Ils prédisent que les présidents des comités départementaux – qui seront désormais élus directement par les adhérents – vont se lancer dans une course aux adhésions pour accroître le nom-

bre de leurs fidèles. Et, en parallèle, encourager les sympathisants à prendre leur carte pour pouvoir voter, car seuls les adhérents à jour de cotisation au 31 décembre 2015 pourront prendre part au scrutin.

En attendant, LR promet de jouer la transparence. La secrétaire générale adjointe chargée des adhésions assure que le parti va « *dès les mois d'octobre (...) faire constater par huis clos, chaque trimestre, son nombre d'adhérents. Les résultats seront communiqués de façon claire et transparente* ».

ALEXANDRE LEMARIÉ

« La réforme des amendes de stationnement repoussée à 2018 » - Les Echos

La réforme des amendes de stationnement repoussée à 2018

COLLECTIVITÉS LOCALES

Les maires comptaient relever dès 2016 le montant des PV de stationnement.

Le gouvernement ne veut pas de hausses impopulaires avant la présidentielle.

Matthieu Quiret
mquiret@lesechos.fr

La réforme de la gestion des amendes de stationnement a le mauvais œil. Manuel Valls devrait annoncer le 1^{er} octobre à Lyon, à l'occasion des Rencontres nationales du transport public, un nouveau report du transfert de cette responsabilité vers les mairies. Son entrée en vigueur était prévue par la loi sur les métropoles de 2014 pour janvier 2016. Elle n'aura finalement pas lieu avant janvier 2018, après l'élection présidentielle...

Cette décision conclut des mois de discussions houleuses. D'un côté, les élus locaux et le Groupement des autorités responsables du transport (GART) demandent depuis longtemps cette réforme à un Etat très réticent. Celle-ci consiste à dépenaliser le stationnement en supprimant la sanction de l'amende au profit d'un forfait de post-stationnement. L'Etat s'est engagé dans la loi sur les métropo-



A Paris, seuls 10 % des stationnements sont réglés. L'un des objectifs de la réforme est de rendre plus cohérent, et donc dissuasif, le montant de l'amende vis-à-vis de celui du ticket. Photo Lydie Lecarpentier/RÉA

les à céder la fixation de ce forfait aux mairies, qui disposent déjà du levier des tarifs municipaux de stationnement. Objectif : mettre en cohérence le niveau de la sanction, actuellement peu dissuasif, avec celui du tarif.

Les élus locaux jugent la réforme prête, la plupart des textes réglementaires ayant été publiée. La mission interministérielle en charge du dossier rappelle, elle, avoir réalisé au printemps 2015, après un an d'expertise, que l'Agence nationale pour le traitement automatisé des infractions (Antai) qui gèrera l'envoi des forfaits aux contrevenants ne sera pas prête pour la date de janvier 2016. Fin juin, l'Etat annonce aux élus locaux la nécessité d'un

report à octobre 2016, finalement inscrit dans la loi Notre fin juillet.

Un transfert freiné par Matignon

Depuis, le nouveau préfet en charge de la mission, Stéphane Rouvé, explique avoir dû réviser une nouvelle fois le calendrier. « Les systèmes informatiques de l'Antai et de la future juridiction administrative ne pourront pas être livrés avant octobre 2017. Nous voulons être prudents, il s'agit de gérer potentiellement des centaines de milliers de recours », explique-t-il. Chez les élus locaux, certains dénoncent un « sabotage » des préfets. Au gouvernement, une source confirme que le ministère de l'Intérieur continue de freiner ce

transfert mais, selon elle, l'exécutif tempore surtout pour des raisons politiques. Matignon s'attendrait à voir les maires, actuellement dans une recherche effrénée de nouvelles recettes, avoir la main lourde sur les tarifs des amendes, ce qui s'avérerait gênant à moins de deux ans de la présidentielle. Le GART évoque effectivement un doublement potentiel des recettes de stationnement mais grâce à la dissuasion, pas par des hausses de tarifs. L'association relativise aussi le risque politique : « Une amende pour stationnement très gênant de 135 euros a été créée cet été sans faire de vague. » Manuel Valls promettra un nouveau texte aux parlementaires, probablement dans le projet de loi de finances 2016. ■

« Participation : la loi Macron n'aura que des effets limités » - Les Echos

Participation : la loi Macron n'aura que des effets limités

RÉMUNÉRATION

Le Fondact salue la philosophie de la loi mais regrette le maintien du forfait social à 20 %.

Derek Perrotte
dperrotte@lesechos.fr

C'est un accueil chaleureux qu'a reçu Emmanuel Macron, mardi, aux rencontres parlementaires pour l'épargne salariale, réunissant députés et chefs d'entreprise. Pour son traditionnel événement de rentrée, le Fondact, l'association patronale dédiée à ce thème, est largement revenu sur la réforme adoptée en juillet. Pour Michel Bon, son président, en « simplifiant et en harmonisant » les dispositifs d'intéressement et de participation et en poussant les branches à passer des accords, la loi Macron est un « encouragement clair à l'épargne salariale » d'autant plus apprécié qu'« il vient renverser le cours des choses après une décennie de mauvais choix ». Comme l'instauration du forfait social acquitté sur les sommes versées.

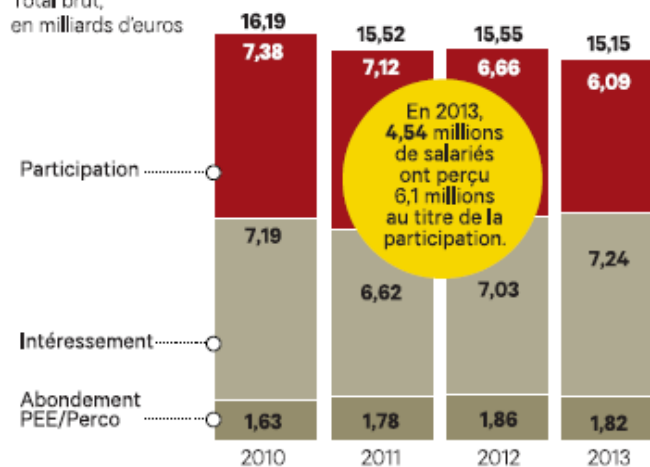
Le Fondact cite en exemple de ce changement de philosophie l'affectation par défaut des primes d'intéressement sur le PEL, PEE ou Perco du salarié, logique qui rompt avec celle des déblocages anticipés encouragés ces dernières années au nom du pouvoir d'achat. L'allègement de la fiscalité sur les abondements au Perco est aussi salué.

Pas de mesure choc

Les entreprises n'en restent pas moins prudentes sur l'impact de la réforme. Très technique, cette dernière ne prévoit pas de mesure choc pour promouvoir l'épargne salariale dans les PME de moins de 50 salariés, où la participation n'est pas obligatoire et reste rare. « Les simplifica-

Les montants versés au titre de l'épargne salariale

Total brut,
en milliards d'euros



• LES ÉCHOS • / SOURCE : DARES

tions vont plaire à ceux qui ont déjà des accords, mais je ne pense pas que cela suffira à convaincre les autres de se lancer », estime Michel Bon. La loi prévoit que les branches préparent

Pour le Fondact, le forfait social est « l'impôt idiot par excellence ».

des accords clefs en main, mais une telle mesure a déjà été promue par le passé sans résultat. Le Fondact préconise plutôt de proposer aux PME-TPE « un système ultrasimple et très souple » leur laissant le quasi-champ libre pour instituer, par accord ou référendum interne, un partage des profits. C'est déjà possible via des accords adoptant une formule dérogatoire de calcul de la participation, mais les PME se sont très peu saisies de cette possibilité.

Mais le principal cheval de bataille du Fondact reste « la suppression » du forfait social. « C'est l'impôt idiot

par excellence : il ne frappe que les meilleures entreprises, les plus performantes et vertueuses, celles qui font des profits et les partagent », martèle Michel Bon. Son passage de 8 % à 20 % en 2012 avait fait bondir le patronat. En se contentant de le ramener à 8 % pour les seules PME de moins de 50 salariés passant leur premier accord d'épargne salariale, la loi Macron n'a pas foncièrement changé la donne. « La fiscalité reste lourde », résume le président, même si la création d'un taux intermédiaire à 16 % en cas de versement de la participation et de l'intéressement sur un Perco est un geste salué.

Au final, les salariés devraient continuer à ressentir les effets de la hausse du forfait social. Le recul, déjà perceptible, des abondements des entreprises devrait se confirmer, manière de « récupérer » le coût du forfait. En outre, la réforme de 2012 a poussé des entreprises à revoir à la baisse leurs accords triennaux sur l'épargne salariale, ce qui se répercutera sur les sommes versées ces prochaines années. ■

« Ces promesses qui se chiffrent en milliards » - Le Monde

Ces promesses qui se chiffrent en milliards

Depuis le début de l'année, l'exécutif a multiplié les annonces : un casse-tête pour Bercy

Mais comment font-ils ? D'un côté, l'exécutif ne cesse de rappeler l'impérieuse nécessité de contenir la dépense publique pour honorer l'objectif de réduction du déficit. De l'autre, au gré des mouvements de protestation, des événements ou des ajustements politiques, se succèdent les annonces de déblocage de crédits exceptionnels, de fonds spéciaux ou de baisses d'impôt, à coups de centaines de millions, voire de milliards d'euros.

Au risque de laisser se diffuser dans l'opinion des sentiments contradictoires. Aux yeux de certains, cette prodigalité du gouvernement montre bien qu'il est incapable de tenir les dépenses (14,5 milliards d'euros d'économie prévus en 2016) et qu'il ne respectera pas ses objectifs (un déficit de 3,3 % à la fin de l'année). Pour d'autres, cela atteste que, de l'argent, en fait, il y en a, mais qu'« ils » ne nous disent pas la vérité pour nous obliger à nous serrer la ceinture.

D'aucuns, enfin, ne sont pas loin de penser que les sommes promises lors de ces annonces successives sont du « vide » et qu'ils n'en verront jamais la couleur. Dans tous les cas, le doute et la suspicion accueillent les engagements du gouvernement. Qu'en est-il ? Comme à l'habitude, la réalité est plus complexe.

Ce qui a été engagé Le 21 janvier, à la suite des attentats du début de l'année sur le sol français, le premier ministre, Manuel Valls, annonce le renforcement des moyens dans la lutte contre le terrorisme : 2 680 emplois et 425 millions d'euros de crédits supplémentaires y seront consacrés entre 2015 et 2017.

Le 29 avril, à l'issue d'un conseil de défense, le président de la République, François Hollande, indique que 3,8 milliards de crédits supplémentaires en faveur de la défense vont être décaissés entre 2016 et 2019, et que 18 750 emplois dans les armées – dont la disparition était programmée – vont être sauvegardés.

Le 28 mai, en réponse à la protestation des maires et afin de limiter l'impact de la baisse des do-

Cumulées, ces promesses successives représentent un montant global de 11 milliards d'euros



tations aux collectivités sur l'investissement public, il propose la création d'un fonds de 1 milliard d'euros pour soutenir l'investissement des communes.

Le 3 septembre, à l'issue d'une démonstration de force des agriculteurs, avec plus de 1 500 tracteurs à l'appui dans les rues de Paris, le premier ministre assure que « 3 milliards d'euros en trois ans seront investis dans l'agriculture et l'élevage français ».

Le 7 septembre, lors de sa conférence de presse, le chef de l'Etat confirme que 2 milliards d'euros seront consacrés en 2016 à la baisse de l'impôt sur le revenu pour 8 millions de foyers.

Enfin, le 16 septembre, pour faire face à l'afflux de réfugiés, le chef du gouvernement indique que 900 postes supplémentaires vont être créés pour renforcer les effectifs de police et de gendarmerie, et que 600 millions d'euros de crédits supplémentaires sur trois ans seront destinés à l'accueil des réfugiés. S'y ajoute

une enveloppe de 250 millions d'euros pour l'hébergement d'urgence dans l'année à venir.

Cumulées, ces promesses successives représentent un montant global de 11 milliards d'euros et la création ou le maintien de 22 330 emplois.

La réalité des mesures Heureusement pour le budget de l'Etat, le choc ne sera pas aussi brutal. Tout d'abord, parce que la plupart de ces dispositifs sont étalés sur plusieurs années. Ainsi, sur les 3,8 milliards d'euros de rallonge pour la défense, les deux tiers sont programmés pour l'après-quinquennat. Pour les deux années à venir, les crédits alloués ne seront que de 600 millions d'euros en 2016, et 700 millions en 2017. Les crédits prévus pour la lutte contre le terrorisme ou l'accueil des réfugiés sont répartis sur trois ans.

De même, les 3 milliards d'euros en faveur de l'agriculture ne seront pas intégralement sup-

Le ministère des finances se dit persuadé d'être en mesure de tenir ses objectifs de maîtrise de dépense

portés par le budget de l'Etat puisque l'Europe et les régions y contribuent largement. Le coût budgétaire réel est de 380 millions d'euros sur trois ans, dont 265 millions inscrits dès cette année dans le collectif budgétaire.

Enfin, sur le milliard d'euros destiné à soutenir l'investissement des collectivités territoriales, seuls 15 % à 20 % devraient être inscrits en crédits de paiement pour l'exercice 2016, le reste figurant en autorisations d'engagement.

Où trouver l'argent ? Mises bout à bout, il n'en reste pas moins que ces mesures ont un impact non négligeable, même si, de leur propre aveu, les services de Bercy ont un peu de mal à le quantifier précisément. « Ligne à ligne, c'est difficile de faire une évaluation précise et de mettre en face les recettes correspondantes. Sur les réfugiés, les choses ne sont pas encore claires », reconnaît un haut responsable, qui estime le coût budgétaire des 900 créations de postes prévues à 40 millions d'euros. Le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, en réclamait 2 000.

Pour autant, bien que l'exercice soit contraignant et les ressources pas inépuisables, le ministère des finances se dit persuadé d'être en mesure de tenir ses objectifs de maîtrise de dépense fin 2015 et en 2016. Sur 2015, il a déjà procédé à des annulations de crédits, au mois de juin, pour intégrer les mesures de renforcement de la lutte contre le terrorisme. Il dispose d'une réserve de précaution

inscrite en loi de finances initiale pour 8 milliards d'euros et peut encore procéder à des redéploiements.

Surtout, souligne le ministère, les recettes fiscales attendues sont « quasiment au rendez-vous ». « On peut même espérer une bonne surprise sur les économies de constatation, de l'ordre de 200 à 300 millions à la fin de l'année », laisse-t-on entendre. Les 2 milliards de baisse d'impôt annoncés en 2016 ne semblent pas, non plus, poser de problème insurmontable, « compte tenu de la progression naturelle de l'impôt sur le revenu d'une année sur l'autre ».

Enfin, deux sujets en suspens – la vente des fréquences hertziennes très haut débit aux opérateurs de téléphonie et les frégates Mistral – pourraient trouver rapidement une résolution. « Là aussi, on n'est pas à l'abri de bonnes nouvelles », lâche un proche du dossier. ■

PATRICK ROGER

CESSIONS DE GARANTIE

COMMUNIQUE

Sur demande de son client la SCIE LEE et en application de l'article R211-33 du livre II du code du tourisme, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Pyrénées Gascogne dont le siège social est situé 11 bd du Président Kennedy 65003 TARBES, annonce qu'elle cesse d'accorder sa garantie à :

Nom de la société : SCIE LEE
N° RCS : 423 385 853
Siège social : LES LOTUS - AU VILLAGE - 32480 LIGARDES
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Pyrénées Gascogne précise que la cessation de sa garantie prend effet 3 jours suivant la publication de cet avis et qu'un délai de 3 mois est ouvert aux clients pour produire les créances.

COMMUNIQUE

Sur demande de son client la SARL LEE et en application de l'article R211-33 du livre II du code du tourisme, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Pyrénées Gascogne dont le siège social est situé 11 bd du Président Kennedy 65003 TARBES, annonce qu'elle cesse d'accorder sa garantie à :

Nom de la société : SARL LEE
N° RCS : 428 095 811
Siège social : 24 AV HENRI IV BARBOTAN LES THERMES 32150 CAZAUON
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Pyrénées Gascogne précise que la cessation de sa garantie prend effet 3 jours suivant la publication de cet avis et qu'un délai de 3 mois est ouvert aux clients pour produire les créances.

LOI DU 2 JANVIER 1970 - DECRET D'APPLICATION N° 72-678 DU 20 JUILLET 1972 - ARTICLES 44

ORE FRANCE, sis Cour D'Alsace - Tour A - 110 rue de la République - 92011 LA DEFENSE CEDEX (RCS NANTERRE 414 108 700), succursale de (ORE Insurance (Europe) Limited, Plantation Place dont le siège social est à 30 Finchburgh Street, London EC2M 3HD), fait savoir que la garantie financière dont bénéficiait la :

SARL SOTIRM
33 Rue Gallie - 75116 PARIS
RCS : 339 521 304
après le 1^{er} janvier 2004 pour ses activités de : TRANSACTIONS SUR IMMEUBLES ET FONDIS DE COMMERCE cessera de porter effet sous juris France après publication du présent avis. Les créances éventuelles se rapportant à ces opérations devront être produites dans les trois mois de cette inscription à l'adresse de l'établissement garant sis Cour D'Alsace - Tour A - 110 rue de la République - 92011 LA DEFENSE CEDEX. Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de la SARL SOTIRM.

Le milliard qui manque au budget

Ace stade, « il manque encore entre 600 millions et 1 milliard d'euros » pour boucler le budget, confie une source ministérielle. « On va être obligé d'amender pendant la discussion parlementaire sur des mesures qui n'ont pas encore été inscrites et qu'il va falloir gager », indique la même source. Ce qui pourrait s'avérer plus ardu face à une majorité fragile, voire critique à l'égard de la politique de réduction des dépenses et sensible à un réajustement des mesures de soutien en faveur des ménages.

Ce dernier exercice budgétaire en année pleine pour la majorité actuelle est d'autant plus tendu que, à l'approche de 2017, l'exécutif veut éviter de faire des vagues. Prompt à jouer les complaisants face

aux mouvements de contestation – quitte à laisser transparaître sa fragilité et, de ce fait, à susciter des vocations –, il marche aussi sur des œufs quand il s'agit de tailler dans les dépenses.

La volonté fléchit

En début d'année, le conseil stratégique de la dépense publique, réuni régulièrement autour de François Hollande, avait établi une liste de domaines dans lesquels il avait décidé de réaliser des économies. Etalent ainsi dans le collimateur les allocations de solidarité spécifique, les aides au logement et les réserves « dormantes » de trésorerie du budget des universités et des HLM. Mais, au fur et à mesure que se rapprochent les échéances électorales, la volonté fléchit.

Certes des économies vont bien être réalisées, notamment en ce qui concerne les aides au logement, par exemple. De l'ordre de 200 à 300 millions d'euros environ, mais « on aurait été bien inspiré d'aller au-delà », regrette-t-on à Bercy. Le gouvernement a renoncé à toucher l'accession à la propriété ou les aides aux étudiants.

Et le président de la République, qui se rend jeudi 24 septembre au congrès des HLM à Montpellier, devrait prodiguer des assurances économiques. Etalent ainsi dans le collimateur les allocations de solidarité spécifique, les aides au logement et les réserves « dormantes » de trésorerie de certains organismes HLM. Pas question de braquer les acteurs de ce secteur mais, au contraire, une tentative de les réconcilier. Un casse-tête de plus pour Bercy. ■

P. R.R.

« Trois ans après, le bilan en demi-teinte du CICE » - Le Figaro Eco

mercredi 23 septembre 2015 LE FIGARO

24 ÉCONOMIE

Trois ans après, le bilan en demi-teinte du CICE

Les entreprises exportatrices et à forte valeur ajoutée bénéficient proportionnellement moins du crédit d'impôt.

Mode D'EMPLOI
Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)
Entre en vigueur en 2013, le CICE vient réduire l'impôt sur les sociétés (IS) à hauteur d'une part de la masse salariale : 4% pour les salaires de 2013, 6% pour ceux de 2016. Seuls les salaires inférieurs à 2,5 smic sont pris en compte.

MARIE VISOT @MarieVisot

POLITIQUE ÉCONOMIQUE Presque trois ans après son entrée en vigueur, le CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi) a-t-il joué son rôle de soutien aux entreprises et à l'économie ? Le comité de suivi piloté par France Stratégie - un organisme rattaché à Matignon qui rendait hier son deuxième rapport sur le sujet - a encore du mal à répondre à cette question. Ou, en tout cas, à le chiffrer.

La perception du CICE est bonne. Comme l'an dernier, les entreprises interrogées mettent en avant un effet positif sur l'investissement et l'emploi. Par exemple, 54 % des entreprises du secteur des services et 35 % des entreprises de l'industrie jugent qu'il aura un effet sur leur niveau d'effectifs d'ici à la fin de l'année 2015. Mais il faut les croire sur parole... Pour l'instant, le rapport souligne que le taux de marge des sociétés non financières est tombé de 29,7 % en 2013 à 29,4 % en 2014, notamment parce que les rémunérations ont continué de progresser. De quoi laisser entendre que les entreprises ont davantage augmenté les salaires plutôt qu'embaucher ou investir.

Ce qui est sûr, en revanche, c'est que le dispositif est « entré dans sa phase de maturité », note le rapport. Les entreprises connaissent désormais bien son fonctionnement (ce qui n'était pas le cas l'an dernier) et le crédit d'impôt est bien monté en puissance : la création des entreprises sur l'état s'est élevée à 11,2 milliards d'euros sur les salaires 2013, et celle sur les salaires versés en 2014 était déjà de 14,2 milliards cet été. Elle devrait atteindre 18,2 milliards à la fin de l'année.

La question de la réorientation du CICE va ressurgir à la lecture des bénéficiaires : sans surprise, les secteurs qui en profitent le plus sont l'hôtellerie et la restauration, les activités de services administratifs ou encore la construction. De fait, plus de 75 % de la masse salariale de ces secteurs est éligible au CICE, car inférieure à 2,5 smics. À l'opposé, les entreprises de secteurs tels que le raffinage et la cokéfaction, l'industrie pharmaceutique ou encore les activités financières ont en moyenne moins de 40 % de leur masse salariale totale éligible.

Réorienter le dispositif ?
Le bénéfice direct du CICE est « relativement moindre pour les entreprises les plus insérées dans le commerce mondial », ajoute le rapport. Les 25 % d'entreprises ayant la plus forte intensité d'exporta-

tion ne bénéficient que de 18 % du CICE. En outre, les entreprises à valeur ajoutée, qui investissent fortement en R & D, emploient un personnel plus qualifié, avec des salaires plus élevés, et bénéficient donc moins du crédit d'impôt.

Le gouvernement a maintenant le choix : laisser le CICE en l'état, bien qu'il ne s'adresse pas en priorité aux entreprises qui en auraient le plus besoin, pour respecter sa promesse de stabilité. Ou le réorienter pour le rendre plus efficace, mais prendre le risque de créer de l'instabilité - tant décriée par les chefs d'entreprise - et d'annuler les effets bénéfiques du crédit d'impôt. ■

« La fusion des régions n'engendrera pas d'économies à court terme » - Le Figaro Eco

La fusion des régions n'engendrera pas d'économies à court terme

Les experts ne partagent pas l'optimisme débordant du gouvernement sur la réforme territoriale. La première étape, qui consiste à faire passer le nombre de régions de 22 à 13 en 2016, « ne devrait pas générer d'économies d'échelles » de nature « à modifier significativement leur trajectoire budgétaire dans les prochaines années », écrit Standard & Poor's dans une note publiée mardi. L'agence de notation américaine n'a visiblement pas les mêmes sources qu'André Vallini, le secrétaire d'État à la Réforme territoriale, qui avait hasardé l'an dernier le chiffre « d'une dizaine de milliards d'euros d'économies » dégagées d'ici cinq à dix ans. Un aplomb qui peut laisser perplexe. « On n'a pas encore vu d'études qui permettent

de dire qu'il y aurait des économies d'échelle », tacle Valérie Montmaur, analyste chez S & P. Dans un premier temps, la réforme devrait surtout entraîner des surcoûts. En cause, le risque d'un alignement vers le haut des régimes indemnitaires des agents, des politiques de transport ou d'éducation. Les premières économies ne seraient réalisées qu'en seconde partie du prochain quinquennat, estime S & P. Elles se feraient « progressivement » et « au cas par cas », en fonction de l'envie des régions de renégocier des contrats, notamment avec la SNCF (fusion ou suppression de lignes de TER). Déjà jugée « élevée », la dette des régions augmenterait, « de manière modérée », de 109 % des recettes de fonctionnement (hors Île-de-France) fin 2014 à 134 % en 2017. ■

CYRILLE PLUYETTE



« La France revend les Mistral à l’Egypte » - Les Echos

Les Echos Jeudi 24 septembre 2015

MONDE // 07

La France revend les Mistral à l’Egypte

MOYEN-ORIENT

L'Elysée a annoncé un accord avec le président égyptien Sissi sur la revente des navires de guerre initialement prévus pour Moscou.

Cette revente évitera à Paris une lourde perte budgétaire.

Anne Bauer
abauer@lesechos.fr

L’Egypte va racheter les deux navires Mistral qui étaient destinés à Moscou et dont la vente a été annulée cet été. Le 5 août, la France remboursait 949,7 millions d’euros à la Russie. Le 23 septembre, l’accord est scellé avec Le Caire. A l’Elysée, rarement une vente de matériel militaire n’aura été autant fêtée. L’Egypte serait en effet prête à payer un peu plus de 950 millions d’euros pour les navires et n’aurait demandé aucune facilité de paiement, explique-t-on dans l’entou-

rage du ministère de la Défense. Le Caire devra donc régler cet achat lors de la livraison des navires prévue en mars prochain. Entre-temps, le groupe DCNS, qui a fabriqué les Mistral, devra mener quelques menus travaux d’adaptation mais surtout former environ 400 marins égyptiens à Saint-Nazaire et à Boulogne.

Le feuilleton des Mistral, qui aurait pu peser très lourd sur les finances publiques, n’aura finalement qu’un impact budgétaire marginal. Moscou avait prévu de payer 1,2 milliard d’euros pour les deux bâtiments de projection et de commandement (BPC). Le premier navire aurait dû être livré à l’été 2014. Le second est terminé depuis cet été. Mais depuis l’annexion de la Crimée par la Russie, il devenait de plus en plus difficile d’imaginer pouvoir honorer ce contrat signé en 2011. Chaque mois qui passait coûtait cher en frais de gardiennage tandis que la question des Mistral empoisonnait les relations de la France avec ses partenaires européens, notamment de l’Est et des pays baltes. De report en report, le contrat a finalement été annulé,

La perspective de pouvoir acheter très vite des navires prêts à l’emploi a intéressé de nombreux Etats.

Il faut d’habitude attendre cinq ans après une commande.

une annulation entérinée par l’Assemblée nationale le 17 septembre dernier seulement. Les négociations ont donc été très rapides. Dès le 6 août, François Hollande se rendait à Ismailia, en Egypte, pour la cérémonie d’inauguration de

l’extension du canal de Suez. L’occasion pour le président Abdel-Fattah el-Sissi de lui communiquer son intérêt pour ces navires militaires, capables de transporter plus de 700 soldats, de nombreux chars et jusqu’à 16 hélicoptères militaires. Les discussions entre les deux Etats ont aussitôt démarré. L’Egypte étant pressée de conclure face aux autres pays intéressés : Canada, Inde, Singapour, Malaisie. « Pour obtenir un tel navire, il faut généralement compter cinq ans entre la commande et la livraison », explique-t-on chez DCNS. « C’est pourquoi la perspective de pouvoir acheter vite sur étagère un navire quasi prêt à l’emploi a intéressé nombre d’Etats ». Comme l’Egypte est équipée d’hélicoptères russes Kamov, la DCNS n’aura guère de travaux d’adaptation à

mener avant de livrer au Caire. Plus que jamais l’Egypte et la France resserrent leurs liens. En février dernier, le maréchal Sissi avait signé un contrat de 5,2 milliards d’euros pour 24 Rafale, une frégate multi-mission FREMM, des missiles et torpilles associés. Le 6 août, lors de la cérémonie du canal de Suez, la France avait livré en urgence 3 des 24 Rafale promis ainsi qu’une frégate initialement prévue pour la marine française, afin d’assurer au maréchal Sissi le succès de ses cérémonies. Un geste apprécié.

Le pays est un pivot central contre le terrorisme. Paris ne souhaite rien dire sur la manière dont l’Egypte va honorer sa nouvelle commande, alors que le pays, déserté par les touristes,

L’Egypte serait prête à payer un peu plus de 950 millions d’euros pour les navires.
Photo Jean Sébastien Evraud/AFP



« Bientôt des loyers HLM modulés pour les plus pauvres » - La Croix

Bientôt des loyers HLM modulés pour les plus pauvres

Alors qu'un congrès rassemble le secteur HLM jusqu'à demain, à Montpellier, le gouvernement fait la promotion d'un mode de gestion favorisant la mixité sociale.

C'est un paradoxe : le parc social, en théorie accessible à 70 % des ménages, ne dispose que de 5 millions de HLM dont les loyers fixés ne s'adaptent pas aux moyens des demandeurs. Pour apporter un peu plus d'équité dans le dispositif, le gouvernement profite du congrès de l'Union sociale pour l'habitat (USH), organisé à Montpellier jusqu'à demain, pour faire passer un message.

« À l'avenir, les offices HLM devront établir davantage de souplesse dans la gestion de leur patrimoine, de manière à garantir des loyers accessibles aux plus modestes. On ne peut pas rester dans un système où les loyers ne sont fixés qu'en fonction de la nature du logement et du financement de sa construction », explique Thierry Repentin, nommé en avril dernier délégué interministériel à la mixité sociale dans l'habitat.

Il existe bien, depuis la loi de 2009, un mécanisme de « surloyer », c'est-à-dire un tarif revu à la hausse quand le revenu des occupants devient plus confortable. Mais l'inverse – une remise sur quittance lorsque les moyens d'un ménage baissent – est plus rare. Surtout, certains maires, les moins enclins à accueillir les plus pauvres, ont construit dans la catégorie de HLM la plus chère (les « PLS »), et pas dans celle adaptée aux familles en difficulté (les « PLAI »). C'est là que la réforme prendra effet. « Un pourcentage incompressible de PLAI devra y être intégré, au besoin en augmentant les loyers des autres locataires », souligne Thierry Repentin. Cette mesure sera intégrée au projet de loi sur l'égalité et la citoyenneté présenté d'ici à la fin de l'année.

Pour l'heure, peu de bailleurs sociaux sont acquis à la cause. Le Groupe Logement Français a déjà expérimenté ce fonctionnement en Île-de-France et en PACA, en 2010-2011. En un an, 1 300 ménages avaient bénéficié d'une remise, grâce à la contribution de 720 autres en surloyer. Bernard Devert, fondateur du mouvement Habitat et humanisme, voudrait étendre ce fonctionnement à l'échelle nationale. Selon ses calculs, les 110 millions d'euros de surloyers actuels pourraient servir à alléger la facture des locataires les plus modestes. Aux côtés d'ATD Quart Monde, ce prêtre devenu promoteur immobilier a plaidé pour que ce transfert soit inscrit dans la loi Alur sur le logement, votée en mars dernier. Mais, ce mécanisme compensatoire reste pour l'heure optionnel. ■

par Jean-Baptiste François

« Patrimoine des élus, le contrôle se resserre » - *La Croix*

Patrimoine des élus, le contrôle se resserre

Un premier jugement en application de la loi sur la transparence de la vie publique est rendu aujourd'hui concernant Yamina Benguigui. Deux ans après le vote de la loi, dix autres cas d'« omissions » dans les déclarations de parlementaires font l'objet d'une enquête, et des vérifications fiscales approfondies sont en cours pour 1 000 hauts responsables publics.

Le tribunal correctionnel de Paris doit rendre aujourd'hui son jugement dans le procès de Yamina Benguigui, l'ancienne ministre de la francophonie, jugée pour « omission » dans sa déclaration de patrimoine. Si, comme l'a souligné le procureur à l'audience, il n'est question « ni d'enrichissement personnel, ni de paradis fiscal, ni de compte en Suisse », elle « n'a volontairement pas déclaré une partie substantielle de son patrimoine » a-t-il insisté, requérant une peine de quatre mois de prison avec sursis et de 15 000 EUR d'amende.

Il s'agira du premier jugement rendu en application de la loi sur la transparence de la vie publique presque deux ans après son adoption. Voté dans la foulée de l'affaire Cahuzac, ce dispositif, qui soumet plus de 9 000 hauts responsables publics à des déclarations de patrimoine et d'intérêts, punit de trois ans d'emprisonnement, 45 000 EUR d'amende et dix ans d'ineligibilité toute déclaration jugée incomplète ou mensongère.

Pour l'instant, Yamina Benguigui est la seule à avoir été renvoyée devant la justice. Une enquête préliminaire est en cours pour dix autres parle-

mentaires, notamment Patrick et Isabelle Balkany ou encore Serge Dassault, dont les cas avaient été signalés à la justice par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique mise en place en 2014. « Notre rôle est de signaler les manquements mais aussi de démontrer que l'immense majorité des responsables publics se comportent dans le seul souci de l'intérêt général », a justifié son président, Jean-Louis Nadal, lors d'une audition au Sénat.

Si de son propre aveu, la Haute Autorité s'est mise en place dans des conditions « difficiles » avec au début seulement quatre agents, « sans système informatique et même sans standard téléphonique », elle a vu ses moyens peu à peu étoffés. Et dispose, par rapport à l'ancienne commission pour la transparence financière de la vie politique, surnommée « la commission des sourds et des aveugles », d'un véritable « bras armé », celui des services fiscaux qui peuvent se livrer à des vérifications approfondies, comme c'est le cas actuellement pour 1 000 dossiers.

« Je ne puis affirmer qu'aucune nouvelle affaire Cahuzac n'éclatera, mais tout sera fait pour l'éviter. Nos moyens d'investigation sont impor-

tants », a souligné Jean-Louis Nadal. Des vérifications fiscales qui ont le don d'agacer certains parlementaires, surtout lorsqu'elles vont au-delà de la déclaration de patrimoine. Ainsi, selon la sénatrice de la Gironde, Marie-Hélène Des Esgaulx, la plupart d'entre eux auraient eu à cette occasion des contrôles relatifs à leur ISF. Ils ont d'ailleurs peu apprécié de voir la presse divulguer qu'une soixantaine d'entre eux seraient en délicatesse avec l'administration fiscale.

Des « fuites » qui ne viennent pas de la Haute Autorité, a assuré son président, qui a garanti la confidentialité des informations transmises. Il en veut pour preuve la mise à disposition, cet été en préfecture, des déclarations de patrimoine des députés et sénateurs qui n'a donné lieu pour l'instant « à aucun dérapage et aucune dénonciation calomnieuse ». Jean-Louis Nadal, dont l'instance contrôle encore les déclarations des sénateurs élus en septembre 2014, devrait rédiger avant la fin de l'année un premier rapport d'activité. Avant de s'attaquer, en 2016, aux collaborateurs de cabinets ministériels et aux hauts fonctionnaires. ■

par Céline Rouden

« Brèves » - Les Echos

EN FRANCE

MILITANTISME LE « SPIDERMAN FRANÇAIS » ESCALADE UNE TOUR DE LA DÉFENSE

Le « Spiderman français », Alain Robert, a escaladé mercredi à mains nues la tour Engie du quartier d'affaires de la Défense, haute de 185 mètres, sa manière de « militer pour un système bancaire plus transparent ». A cinquante-trois ans, l'homme-araignée a déjà escaladé de nombreux gratte-ciel et monuments à travers le monde, tels que la Burj Khalifa, plus haute tour du monde (828 m) située à Dubaï, la tour Montparnasse et la tour Eiffel.

ARBITRAGE TAPIE UN NON-LIEU REQUIS POUR LAGARDE



Le procureur général près la Cour de cassation a confirmé mercredi avoir requis un non-lieu pour la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, dernière étape avant la décision des magistrats de la Cour de justice de la République (CJR) de la renvoyer ou non en procès dans l'affaire de l'arbitrage Tapie. L'ancienne ministre avait été mise en examen le 26 août 2014 pour « négligence », les magistrats lui reprochant de ne pas s'être opposée à l'arbitrage.

FONDATION HAMON ANDRÉ SANTINI RELAXÉ EN APPEL

André Santini, député-maire UDI d'Issy-les-Moulineaux, qui était poursuivi pour détournement de fonds publics, recel de faux et prise illégale d'intérêts dans l'affaire de la Fondation Hamon, a été relaxé mercredi par la cour d'appel de Versailles. En première instance, il avait été condamné à deux ans d'emprisonnement avec sursis, 200.000 euros d'amende et cinq ans d'inéligibilité.

SÉCURITÉ UN HOMME ARMÉ VÊTU D'UN GILET PARE-BALLES ARRÊTÉ À TOULOUSE

Un homme d'une vingtaine d'années armé d'un pistolet automatique et vêtu d'un gilet pare-balles a été arrêté mercredi dans une cité de Toulouse. Des habitants d'un immeuble du quartier de la Reynerie ont signalé la présence de cet homme « tenant des propos incohérents et invoquant Allah », a expliqué une source proche des enquêteurs, qui s'orientent vers la piste d'un déséquilibre.

PATRIMOINE RELAXE PARTIELLE POUR YAMINA BENGUIGUI

C'est le premier jugement en application de la loi adoptée après l'affaire Cahuzac. La justice a partiellement relaxé, mercredi, l'ex-ministre de la Francophonie, Yamina Benguigui, poursuivie pour des omissions dans ses déclarations de patrimoine et d'intérêts. Le tribunal l'a relaxée pour ses défauts de déclaration, mais l'a reconnue coupable pour une déclaration d'intérêts incomplète, sans prononcer de peine. Le procureur avait requis une peine de quatre mois avec sursis et 15.000 euros d'amende.

À L'ÉTRANGER

LIBYE MOGHERINI POUR UN GOUVERNEMENT D'UNITÉ

La chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, a appelé mercredi les camps rivaux en Libye à « prendre leurs responsabilités » et à présenter leur réponse définitive après que l'ONU leur a soumis un accord pour former un gouvernement d'unité. Les négociations entre factions rivales, qui ont longtemps piétiné, étaient censées aboutir avant le 20 septembre sur la formation d'un gouvernement d'unité nationale sur la base d'un texte proposé par l'ONU.

BURKINA FASO LE PRÉSIDENT DE LA TRANSITION RÉINSTALLÉ

Le président de la transition au Burkina Faso, Michel Kafando, a été officiellement réinstallé à la tête du pays une semaine après avoir été renversé par un putsch, lors d'une cérémonie publique, mercredi, en présence de chefs d'Etat de la région. L'organisation d'élections démocratiques demeure « l'objectif primordial » et « nous restons déterminés à poursuivre cette exaltante mission », a déclaré le président Kafando lors de cette cérémonie à Ouagadougou.

CHILI BACHELET: « PAS DE RAISON DE DÉMISSIONNER »



La présidente chilienne Michelle Bachelet a affirmé mercredi n'avoir « aucune raison de démissionner », ni même en avoir l'intention, démentant ainsi les rumeurs. Un an et demi après son retour, sa popularité est tombée récemment à son plus bas historique, à 22 %, selon un sondage daté du 11 septembre. C'est la popularité la plus faible d'un chef d'Etat depuis le retour à la démocratie.

SOUDAN DU SUD EXPLOSION D'UN CAMION-CITERNE

Au moins 203 personnes ont péri dans l'explosion, le 16 septembre, au Soudan du Sud d'un camion-citerne accidenté dont elles tentaient de récupérer la cargaison de carburant, selon un nouveau bilan annoncé mercredi par le ministère de la Santé. Les fuites sur des oléoducs ou les accidents de camion-citerne en Afrique attirent souvent d'importantes foules qui cherchent à remplir des bidons de carburant. Les explosions ou incendies ne sont alors pas rares et font souvent de très nombreuses victimes.

COLOMBIE FACE-À-FACE ENTRE LE PATRON DES FARC ET LE PRÉSIDENT SANTOS

Le président colombien, Juan Manuel Santos, et le numéro un des FARC, dit « Timochenko », se sont rendus mercredi à La Havane pour une réunion sans précédent qui pourrait déboucher sur une annonce décisive en vue de la signature d'accord de paix. C'est le premier face-à-face historique de ce type.

« Brèves » - Le Monde

JUSTICE

« Prières de rue » :

Marine Le Pen renvoyée en correctionnelle

Marine Le Pen est renvoyée devant le tribunal correctionnel de Lyon le 20 octobre pour « incitation à la haine raciale » après des propos tenus en 2010 lors d'une réunion publique, où elle avait comparé les « prières de rue » de musulmans à l'Occupation. « C'est un scandale qu'un responsable politique soit poursuivi pour l'expression de ses opinions. J'irai devant le tribunal pour le dire aux juges », a assuré au Monde la présidente du Front national.

Non-lieu requis pour Christine Lagarde dans l'arbitrage Tapie

Le procureur général de la Cour de cassation près la Cour de justice de la République, Jean-Claude Marin, a requis un non-lieu pour Christine Lagarde dans l'enquête sur l'arbitrage controversé dont a bénéficié Bernard Tapie en 2008, a indiqué, mercredi 23 septembre, l'avocat de la directrice générale du Fonds monétaire international. – (Reuters.)

Un djihadiste déchu de la nationalité française expulsé vers le Maroc

Le ministre de l'intérieur, Bernard Cazeneuve, a annoncé l'expulsion, mardi 22 septembre, de France vers le Maroc d'un djihadiste marocain condamné pour terrorisme et qui, indique-t-il dans un communiqué, a été durant sa détention à l'origine de la radicalisation

de plusieurs codétenus. Franco-marocain, l'homme avait été déchu en mai 2014 de la nationalité française, qu'il avait acquise en 2002. – (AFP)

PCF

Pierre Laurent ne participera pas au référendum du PS

Le secrétaire national du Parti communiste, Pierre Laurent, a indiqué, mercredi 23 septembre sur RTL, qu'il ne participera pas au référendum sur l'union de la gauche proposé par son homologue du PS, Jean-Christophe Cambadélis. « Tout le monde sait qu'il y a un problème à gauche qui est la politique gouvernementale, et Cambadélis dit : "On va parler de tout sauf de ça" », a-t-il expliqué avant d'ajouter : « Moi je suis en train de construire de l'union mais sur des projets concrets. »

LOGEMENT

Réfugiés : 100 millions d'euros pour renforcer l'hébergement

La Banque de développement du Conseil de l'Europe va accorder un prêt de 100 millions d'euros à Adoma (ex-Sonacotra) pour renforcer ses capacités d'accueil et d'hébergement des réfugiés, au bénéfice desquels 20 000 places dans des logements vacants vont être mobilisés. Ces prêts, annoncés mardi 22 septembre, financent des projets de construction et de réparation de structures d'accueil et des infrastructures techniques et d'équipements nécessaires aux besoins immédiats des populations victimes de situations exceptionnelles. – (AFP)

ARTS

Grève au Musée d'Orsay contre l'ouverture sept jours sur sept

Les portes du Musée d'Orsay sont demeurées fermées, mardi 22 septembre, en raison d'une grève décidée le matin même par les membres du personnel à l'initiative de la CGT-Culture. En cause,

l'ouverture du musée sept jours sur sept souhaitée par le ministère de la culture pour faire face à la surfréquentation des institutions muséales. Jusqu'alors, le musée fermait ses portes le mardi. Une assemblée générale devait se tenir mercredi matin 23 septembre pour décider de la poursuite, ou non, de la grève.

Ouverture et curiosités

« La vidéosurveillance s'invite dans les wagons du métro de Marseille » - Les Echos



300 CAMÉRAS ont été déployées dans les 36 rames du métro.

Photo Chameleons Eye/Rex/Slipa

La vidéosurveillance s'invite dans les wagons du métro de Marseille



BOUCHES-DU-RHÔNE

Le Conseil général finance la moitié de cette installation d'un coût de 700.000 euros.

Près de 300 caméras, deux par wagon, ont été déployées dans les 36 rames du métro marseillais et reliées au Centre de supervision urbain (CSU) où sont collectées toutes les images en temps réel de la ville. Elles s'ajoutent aux 4.000 déjà installées pour balayer l'ensemble du réseau. L'objectif est de renforcer la sécurité, combattre les dégradations volontaires et lutter contre la fraude qui représente un manque à gagner estimé à 20 millions d'euros par an. Selon la Régie des transports marseillais, le métro

enregistre aujourd'hui 4 incidents par million de trajets avec 150 faits déclarés l'an passé, en baisse de 54 % par rapport à 2009. Surtout, le dispositif permet de confondre les auteurs d'infraction dans près de trois quarts des cas. Les images peuvent être saisies sur réquisition du parquet et utilisées comme moyen de preuve au tribunal. D'ici fin 2015, un millier de caméras seront déployées dans les rues de Marseille, 2.000 d'ici fin 2018, pour un investissement de 15 millions d'euros. 42 policiers municipaux sont affectés à la surveillance 24 heures sur 24 de la voie publique sur le mur d'image du CSU. L'an passé, avec seulement 500 caméras installées, la délinquance a baissé de 32 % pour les vols avec violence et de 63 % pour les arrachages de collier. — **Paul Molga**

« La French Tech monte en ligne » - L'Express

84 / **Dossier / Numérique**



La « French Tech » monte en ligne

Toujours plus innovantes, mieux financées, les start-up françaises espèrent bien s'engouffrer dans la brèche ouverte par les géants américains du numérique. Une déferlante de l'économie « ubérisée » qui secoue les acteurs traditionnels et bouleverse l'univers du travail.

Par Julie Thoin-Bousqué

N° 3351 / 23 septembre 2015

L'EXPRESS / 85

« BARBARES »
Page précédente : Adrien Aumont, cofondateur de KissKissBankBank. Ci-contre : Benjamin Gaignault et Alexandre Chartier, créateurs d'Ornikar.

BlaBlaCar, KissKissBankBank, ou encore Prêt d'union... à l'image des géants américains Uber et Airbnb – « avant eux », rectifie dans un sourire Omblin Le Lasseur, cofondatrice en 2007 de KissKissBankBank –, les start-uppers français ambitionnent de se faire une place au soleil de l'économie numérique. Dans l'ombre de la tentaculaire plateforme américaine Kickstarter, le site imaginé par Omblin Le Lasseur a réussi à devenir un incontournable du financement participatif en Europe... Et se verrait bien faire sauter les banques via sa dernière trouvaille, Lendopolis, qui permet aux TPE/PME de récolter auprès de généreux donateurs entre 10 000 et 1 million d'euros pour leurs projets de développement. Implanté dans 19 pays à travers le monde, le leader mondial du covoiturage BlaBlaCar

vient de rejoindre le cercle très sélect des « licornes », ces start-up valorisées plus de 1 milliard de dollars. Spécialisée dans le crédit entre particuliers, la jeune pousse Prêt d'union a de son côté bouclé en toute décontraction un tour de table de 31 millions d'euros au premier semestre 2015.

Chaque fois, la clef du succès est la même : « Grâce au numérique, ces plateformes d'intermédiation entre consommateurs et prestataires peuvent fournir des biens et des services de grande qualité et grande efficacité », analyse Bruno Teboul, directeur scientifique du groupe Keyrus. Quels que soient les secteurs, les acteurs en place n'ont pas vu venir cette innovation en périphérie. Résultat, ces start-up sont parvenues à siphonner des marchés très variés. » Après les chauffeurs de taxi et les hôteliers, chahutés par les géants américains, les restaurateurs ont bien du mal à digérer le développement des « Uber » de l'assiette, tels que VizEat. Le site, lancé en 2014, a

conquis le marché européen du « social dining » en proposant à ses utilisateurs de dîner auprès de particuliers, moyennant une contribution. Une façon alléchante pour les internautes d'arrondir leurs fins de mois autour d'un repas mitonné par leurs soins.

« Disruption » et révolution des usages

De quoi expliquer que la liste des acteurs de l'économie « traditionnelle » potentiellement « ubérisés » par ces jeunes pousses du numérique soit loin d'être bouclée. Et puis il faut aussi compter sur l'intérêt soudain des jeunes diplômés pour la création d'entreprise. Exit les carrières dans les grands groupes du CAC 40 : les nouvelles générations se rêvent aujourd'hui en champions de la « disruption », capables de révolutionner les usages grâce aux opportunités inédites ouvertes par le numérique. Au Numa – pour « numérique » et « humain » –, un des hauts lieux de l'écosystème ■■■

N° 3351 / 23 septembre 2015

86 / Dossier / Numérique



CHANELLEZ / R

« L'apparition d'un robotariat »

Directeur scientifique du groupe Keyrus, Bruno Teboul s'inquiète des conséquences de la révolution numérique sur l'emploi. Va-t-on vers une précarisation généralisée ?

Propos recueillis par Julie Thoin-Bousqué

En quoi la révolution numérique en cours et l'émergence de nouveaux acteurs comme Uber déchirent-elles l'économie ?

→ Le numérique a deux visages, tel Janus. La technologie a, d'une part, ouvert de belles opportunités et a permis l'émergence de nouveaux acteurs dont les services sont très bien construits. Mais, d'autre part, si on laisse cette accélération se faire de manière incontrôlée, on va droit dans le mur. Les nouveaux leaders de cette économie sont ceux qui parviennent à utiliser mieux que les autres datas et algorithmes. Conséquence : ces entreprises s'arrachent des profils ultraqualifiés dans le domaine de l'informatique, spécialistes du codage et du traitement des données. Ce sont ces emplois, très spécialisés, que crée le numérique, conduisant de fait à l'émergence d'un « élitariat ». A l'autre bout de la chaîne, les moins qualifiés continuent de souffrir de la progression vertigineuse du chômage. La théorie du déversement

d'Alfred Sauvy, selon laquelle le progrès technique engendre un déversement des emplois du primaire vers le secondaire, puis vers le tertiaire, ne fonctionne plus dans le cadre de l'économie numérique.

Vous estimez que cette nouvelle économie conduit à une précarisation généralisée. Pourquoi ?

→ Ces nouvelles plateformes, rendues possibles par le numérique, signent l'avènement de la « freelancisation » de la société et supposent une main-d'œuvre toujours moins chère. Il suffit de prendre l'exemple des sites de mise en relation de la main-d'œuvre mondiale, comme Amazon Mechanical Turk ou TaskRabbit. Les webdesigners et autres télémarketeurs qui y sont inscrits facturent leur prestation 1 dollar de l'heure ! C'est la preuve que tous les emplois sont susceptibles d'être concernés, pas simplement les moins qualifiés.

... des start-up parisiennes, Marie-Vorgan Le Barzic observe la déferlante de ces nouveaux « barbares », comme ils aiment à s'appeler, biberonnés au numérique et au big data. « En 2011, quand nous avons fondé le Camping, nous avons reçu 160 dossiers, explique-t-elle. Lors de notre dernier appel à candidatures, ils étaient plus de 600. Sans compter que nous ne sommes plus le seul accélérateur de start-up en France ! » A elle seule, la capitale compte entre 2400 et 3200 start-up, selon les estimations de la société américaine Compass, qui

publie chaque année un classement des écosystèmes de start-up à travers le monde. « 12 000 avec la banlieue, plus que Londres et Berlin », s'enthousiasmait dans un article du magazine *Capital* Jean-François Gallot, directeur général de Paris & Co, l'agence de développement économique et d'innovation de Paris.

Un dynamisme porté par l'existence d'un écosystème de plus en plus favorable à l'émergence de ces jeunes pousses en France. A côté des structures d'accompagnement qui fleurissent sur l'ensemble du territoire, l'horizon

Le scénario est très noir, et il l'est d'autant plus qu'à vos yeux le phénomène d'« ubérisation » auquel on assiste actuellement n'est que la première vague. Quelle peut être la suite ?

→ A terme, les systèmes d'intelligence augmentée et autres robots vont finir par remplacer ce qu'il reste du prolétariat humain. D'ici à 2025, on peut raisonnablement imaginer l'apparition d'un « robotariat » qui ne connaîtra ni le stress ni le besoin de prendre des congés, et encore moins d'avoir des horaires de travail. Et, encore une fois, ce sont des professionnels très qualifiés qui en assureront le bon fonctionnement.

Impossible de faire marche arrière aujourd'hui. Quelles peuvent être les solutions pour éviter que ce scénario ne se réalise pleinement ?

→ Les entreprises, qui étaient affolées il y a encore quelques semaines, ont aujourd'hui pris la mesure de cette évolution. Pour éviter de se faire « ubériser », des solutions résident dans la mise en place d'une activité de veille stratégique, ou bien dans des rapprochements avec les start-up à défaut de pouvoir innover en interne. Au niveau national, il paraît aussi essentiel de faire en sorte que ces plateformes respectent les lois des pays dans lesquels elles décident de s'implanter, afin que la France ne devienne pas une colonie numérique aux mains des Gafa [NDLR : Google, Apple, Facebook, Amazon] et autres Natu [NDLR : Netflix, Airbnb, Tesla, Uber]. ●

s'éclaircit en matière de financement. Encore faut-il justement adhérer à ces incubateurs et autres accélérateurs, qui agissent comme des gages de confiance auprès des investisseurs.

Depuis octobre 2014, le gouvernement a assoupli les règles autour du crowdfunding. Désormais, les start-up peuvent lever jusqu'à 1 million d'euros sur des plateformes d'investissement participatif en capital. Pour les deuxièmes ou troisièmes levées de fonds, la Banque publique d'investissement (BPI France) s'est par ailleurs dotée en 2013 d'un fonds Large Venture,

Bla Bla Car

L'EXPRESS / 87

« L'ICORNE »
Le leader
mondial du
covoiturage
est aujourd'hui
implanté
dans 19 pays.

réservé à des opérations de capital-risque à partir de 10 millions d'euros. Un mouvement auquel s'associent les grands groupes. Prises de court par cette vague d'acteurs du numérique à la croissance ultrarapide, les grandes entreprises multiplient les contre-attaques. « Avoir un pied dans les entreprises qui font la révolution numérique, c'est mieux que de les voir nous concurrencer, résume sans détour Ronan Le Moal, directeur général du Crédit mutuel Arkéa. Investir dans les start-up nous permet d'apprendre sur leurs modes de fonctionnement. C'est un moyen de progresser dans notre métier. » Le groupe de bancassurance a ainsi pris un ticket dans Prêt d'union, et joue les prestataires techniques auprès de Leetchi, la cagnotte en ligne *made in France*, ainsi que du Compte-Nickel, qui s'ouvre chez les ruralistes.

Certains s'inquiètent de cette fin annoncée du salariat

Portées par cette évolution, les start-up françaises ont levé 759 millions d'euros au premier semestre 2015. Un chiffre en hausse de 70 % par rapport à 2014, se félicite le cabinet Ernst & Young dans son baromètre sur le capital-risque... Mais une paille au regard du 1,5 milliard de dollars récolté par Airbnb en juin pour financer son développement en Asie. « La France

a une dizaine d'années de retard par rapport à l'écosystème américain, déplore Charles Letourneur, cofondateur du fonds de capital-risque Alven Capital. Cela dit, la dynamique reste favorable dans l'Hexagone. »

Mais alors, après avoir mis à mal les rentes des acteurs de l'économie « traditionnelle », ces start-up permettront-elles de réduire le chômage en France ? A cette question, le sang de Bruno Teboul ne fait qu'un tour : « La théorie de "destruction créatrice" popularisée par Joseph Schumpeter est aujourd'hui obsolète, martèle le coauteur d'*Uberisation = économie déchirée* ? (éd. Kawa). Le phénomène que l'on observe actuellement est celui d'une "disruption destructrice". Non, l'innovation numérique ne crée pas véritablement d'emplois de masse. » Le cabinet Roland Berger estime même à 3 millions le nombre d'emplois qui pourraient potentiellement être détruits par la numérisation à l'horizon 2025, en particulier dans les services. « Certes, la digitalisation de l'économie ouvre de nouvelles perspectives de création d'emplois, pointe le rapport. On sait également que les entreprises digitales connaissent la croissance la plus dynamique. Mais les emplois créés ne se substitueront pas aux emplois détruits, ni en termes de niveau de compétence requis, ni en termes de position

sur la chaîne de valeur, ni en termes de répartition géographique. »

En face, Nicolas Colin, associé fondateur de TheFamily, structure qui investit dans les start-up en Europe, multiplie les conférences pour analyser les enjeux de la révolution en cours... Et évoquer celle du travail, radicale, que le numérique porte en creux. Invité des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence en juillet, cet inspecteur des finances estime au contraire que « l'économie numérique est prometteuse en termes d'emplois, mais ils ne sont pas salariés ». Exemple chez Ornikar, qui ambitionne de diviser de moitié le prix du permis de conduire. Si la plateforme peut légitimement y prétendre, c'est parce qu'elle repose sur des moniteurs indépendants qui louent leurs véhicules à double commande avant de pouvoir dispenser les cours de conduite aux élèves. « Une enseignante avec qui j'ai discuté m'a expliqué que notre système lui permet d'y gagner sur le plan financier et humain. Elle se sent plus proche des élèves qui, en auto-école, ont plus souvent affaire aux gérants qu'aux moniteurs eux-mêmes », raconte avec enthousiasme Alexandre Chartier, un des cofondateurs d'Ornikar, qui a lancé son offre de cours d'apprentissage de conduite à Nantes au début de septembre.

Libératrice, vraiment, cette fin annoncée du salariat, cette « freelancisation » tous azimuts de la société ? Certains s'inquiètent au contraire d'une précarisation croissante de ces travailleurs sous les ordres des quelques entreprises du numérique ayant réussi à s'imposer sur le marché – comme BlaBlaCar qui, pour y parvenir, a racheté ses trois concurrents en Allemagne, en Roumanie et au Mexique. Pas impossible. « L'économie numérique va continuer de progresser dans une grande injustice, en accroissant les inégalités et en détruisant massivement des emplois tant qu'on ne mettra pas en place les institutions de protection sociale qui vont permettre de faire entrer toute cette économie dans un cercle vertueux de croissance, d'activité et de création de richesse », lançait Nicolas Colin à Aix-en-Provence, dans un appel à réagir. ● J. T.-B.

A elle seule, la capitale compte entre 2 400 et 3 200 start-up, selon les estimations de la société américaine Compass

N° 3351 / 23 septembre 2015

« France : le printemps des entrepreneurs » - L'Express

FRANCE : LE PRINTEMPS DES ENTREPRENEURS ?

De plus en plus entreprenants, de plus en plus entrepreneurs : les Français sont-ils devenus des self-made-men ? Les chiffres le suggèrent. Même si sur le terrain, l'aventure reste compliquée...

temps, toutes les études montrent que les Français ont radicalement changé d'opinion sur l'entrepreneuriat.

Entrepreneur is a french word

En 2013, la Commission européenne s'est penchée sur l'esprit d'entreprendre sur le territoire européen. Les résultats de son étude (Entrepreneurship in the EU and Beyond) vont à l'encontre des idées reçues. L'entrepreneuriat a une image beaucoup plus favorable en France qu'ailleurs en Europe (61% contre 53% en moyenne en Europe). Et nos compatriotes sont beaucoup moins frileux qu'attendus : 18% des Français y déclaraient vouloir créer une entreprise dans les trois ans. Trois fois plus que les Allemands (6%), deux fois plus que les Britanniques (9%), et encore bien plus que les Américains eux-mêmes (11%). Yes, gentlemen : entrepreneur is a french word!

Des chiffres d'autant plus impressionnants qu'ils ne font que progresser avec

Cocorico : le 6 juin dernier, le Prix mondial de l'entrepreneur de l'année a distingué, parmi 65 candidats de 53 pays différents, un patron français : Mohamed Altrad. Depuis quinze ans que le prestigieux concours organisé par le cabinet de conseil EY existe, toutes les grandes puissances économiques ont eu « leur » lauréat. Sauf la France, dont Mohamed Altrad est le premier représentant. Le signe qu'enfin, notre pays est considéré comme un terrain fertile pour entreprendre ?

Il serait temps. Et ce ne serait que justice. Car l'esprit d'entreprendre semble avoir, enfin, gagné nos latitudes. Le changement est même spectaculaire. Il y a encore dix ans, le nombre de créations d'entre-

prises plafonnaient bien en dessous des 300 000 par an. Elles ont désormais quasiment doublé : en 2014, 550 794 Français ont lancé leur boîte. C'est désormais, et c'est nouveau, de très loin le pays où l'on crée le plus d'entreprises en Europe.

Effet de la crise, qui rend le salariat moins stable que par le passé ? Ubérisation galopante, qui crée des opportunités pour les indépendants entrepreneurs ? Ou tout simplement meilleure image des entrepreneurs, devenus des exemples à suivre dans la France du XXI^e siècle ? À priori, un peu des trois. Sur les 55 000 entreprises qui se créent en moyenne tous les ans depuis cinq ans, la moitié à peu près sont sous le statut d'auto-entrepreneurs. Mais dans le même



Dominique Restino
Président fondateur
du Moovjee
(Mouvement pour les
Jeunes et les Étudiants
Entrepreneurs)

TROIS QUESTIONS À...

LE MENTORAT, BOOSTER POUR ENTREPRENEURS

Qu'est-ce que le mentorat ?

C'est l'un des nombreux modes d'accompagnement à la disposition des entrepreneurs. Le principe ? Faire accompagner, pendant 1 à 2 ans, un chef d'entreprise désireux de se développer (le mentoré) par un entrepreneur chevronné (le mentor).

Quelle différence avec le conseil, le coaching... ?

Le mentor est bénévole, désintéressé (interdiction de prendre des parts dans l'entreprise du mentoré durant au moins deux ans après la fin du programme), et il choisit son mentoré autant que celui-ci le choisit. On travaille sur l'humain, et les

deux parlent le même langage, d'entrepreneur à entrepreneur.

Concrètement, comment cela se déroule-t-il ?

Le mentor et le mentoré se rencontrent ou se parlent pendant plusieurs heures, et très régulièrement. Le mentor n'est pas là pour apporter des solutions toutes faites, ou imposer son point de vue. Son rôle est d'aider son interlocuteur à se sortir la tête du guidon : se poser les bonnes questions sur sa stratégie, les options à sa disposition, son comportement... Bref, à l'accompagner dans un métier d'entrepreneur par nature très solitaire, pour qu'il l'exerce mieux.

AG20104

les jeunes générations. D'après l'étude « La Grande InvaZion », consacrée à la Génération Z, c'est presque un représentant sur deux (47%) de ces 15-20 ans qui souhaite créer sa propre entreprise. Quelques années après, les jeunes générations exaucent ce souhait. Un diplômé sur quatre de la promotion 2013 d'HEC, par exemple, a créé son entreprise un an après la sortie. En 2004, c'était moins d'un sur 10... Mais s'ils se sentent plus entrepreneurs que leurs aînés, les jeunes se lancent à peu près toujours pour les mêmes raisons.

Tous les sondages qui se sont attardés sur la psyché de l'entrepreneur arrivent peu ou prou aux mêmes conclusions : faire de l'argent n'est pas anodin, mais c'est très loin d'être la première motivation qui le pousse à se lancer. Selon l'Insee, c'est le désir d'être indépendant qui constitue son premier moteur (chez 61% des créateurs), puis le goût d'entreprendre et le désir d'affronter de nouveaux défis (44%), avant la pensée d'augmenter ses revenus (27%) et les motivations « tactiques » (créer son propre emploi lorsqu'on est chômeur, avoir une idée nouvelle de produit, de service ou de marché...). Petits ou grands patrons, startuppers ou artisans... Les créateurs d'entreprises ont donc au moins un point commun : le goût de l'aventure.

Les entrepreneurs veulent qu'on leur facilite la vie

Mais l'aventure est loin de s'arrêter à cette première étape. Car après la création proprement dite, le parcours des quelque 3 millions de non-salariés qu'on dénombre chez nous reste semé d'embûches. Pour perdurer, déjà : d'après l'Insee, à peine plus d'une entreprise sur deux (51,5%) passe le cap des cinq ans. Pour croître et se développer, ensuite. D'après une étude Ipsos/American Express de 2014, le quotidien des chefs d'entreprise n'est pas de tout repos. La preuve ? Pour décrire leur état



d'esprit, ils citent avant tout le mot « stress » (37% des sondés), puis en second celui de « contraintes » (29%)... Pas de sinistrose non plus : enthousiasme (27%), liberté (27%) et fierté (22%) suivent juste après.

Mais alors, d'où vient cette tension ? D'un manque de temps, avant tout. Déjà surmenés (les chiffres varient selon les études, mais leur semaine de travail compte souvent plus de 50 heures, et se prolonge souvent les soirs et week-ends), les entrepreneurs interrogés lors de l'enquête Ipsos/American Express déclarent qu'il leur faudrait en moyenne 3 heures et 18 minutes supplémentaires par jour pour accomplir l'ensemble de leurs missions ! Conséquence : les chefs d'entreprise sont à la recherche de solutions efficaces et fiables pour rendre leurs journées (et celles de leurs collaborateurs) plus productives. Gagner du temps, de l'argent, et conserver leur énergie pour la consacrer au développement de leur entreprise : voilà ce qu'ils exigent de leurs partenaires, surtout lorsqu'il s'agit de services pour lesquels ils disposent rarement de moyens et de compétences en interne. Une exigence qui aiguillonne les fournisseurs de solu-

tions informatiques et les télécoms comme SFR Business.

Partenaire et accélérateur de business des entreprises, SFR Business a souhaité s'engager auprès des entrepreneurs en les aidant à libérer leur énergie. Dans ce but, l'opérateur a conçu « La fibre d'entreprendre », un programme de mentorat novateur avec l'appui de l'association Moovjee (voir ci-contre). Quatre chefs d'entreprise expérimentés (les mentors) vont donner de leur temps pour accompagner quatre jeunes « mentorés ». Objectif : les aider à prendre du recul, à se poser les questions qui leur permettront d'éviter les pièges et croître plus vite. Une aide inestimable pour eux...

Pendant douze semaines, suivez dans *L'Express* et sur la Business Room (businessroom.sfr.fr) des entrepreneurs qui partageront leurs parcours, leurs succès, leurs difficultés et leurs progressions.

Pour plus de conseils et de success stories, rendez vous sur businessroom.sfr.fr

« À Londres, les grandes entreprises financent le nouveau lycée français » - Le Monde

A Londres, les grandes entreprises financent le nouveau lycée français

Le quota de places réservées aux enfants des investisseurs fait débat

LONDRES – correspondant

En campagne présidentielle à Londres en 2007, Nicolas Sarkozy avait appelé les expatriés à rentrer en France. « *Revenez! On a besoin de votre travail, de votre intelligence!* », avait-il lancé. Signe des temps? François Hollande a tenu un discours rigoureusement inverse, mardi 22 septembre, devant les parents d'élèves et le personnel du nouveau lycée français Winston-Churchill qu'il était venu inaugurer. « *Le nombre d'expatriés ne cesse d'augmenter, c'est bien! (...) Si Londres est une grande ville française, tant mieux!* », s'est félicité le président, prenant à rebrousse-poil un auditoire qui justifie couramment l'expatriation par la conviction que « *rien ne va plus en France* » depuis 2012 et donne en exemple le libéralisme économique britannique. Quelque 200 000 Français résident dans le Grand Londres.

L'éloge de M. Hollande sur l'expatriation pouvait paraître forcé. L'établissement scolaire flambant neuf implanté dans un bâtiment art déco rénové à Wembley ne correspond pas précisément à l'idéal de la démocratisation scolaire qu'un président socialiste est censé défendre. Aménagé en un temps record pour faire face à une énorme demande scolaire non satisfaite, Winston-Churchill ré-

sulte de l'investissement financier d'une trentaine de grandes entreprises françaises implantées à Londres et décidées à régler le casse-tête de la scolarisation des enfants de leurs salariés. En contrepartie de leur contribution, Total, LVMH, Natixis, EDF ou le Crédit agricole ont obtenu qu'un quota de places soit réservé à leurs expatriés dans cet établissement privé où l'année de scolarité est facturée 10 000 livres sterling (13 800 euros).

Après un petit cours d'histoire sur Churchill « *vieux compagnon* » du général de Gaulle, M. Hollande a exprimé sa « *reconnaissance* » envers la fondation privée qui a porté le projet. La scolarité dans les établissements français à l'étranger n'est jamais gratuite, mais le statut du nou-

veau lycée de Londres résulte d'un partenariat public-privé singulier. Sur les 50 millions de livres (69 millions d'euros) d'investissement, 6 ont été apportés par les entreprises et 2 par l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger, établissement public. Le reste a été financé par un emprunt garanti par l'Etat qui n'a pourtant guère son mot à dire sur la gestion d'un lycée accueillant 457 élèves en cette rentrée, pour une capacité de 1400 à terme.

« *C'est un partenariat absolument exemplaire pour créer des capacités d'accueil que l'Etat ne pouvait pas financer* », se réjouit Arnaud Vaissé, le chef d'entreprise qui préside le conseil d'administration du lycée. Député socialiste local des Français de l'étranger, Christophe Premat ne partage pas cet enthousiasme. Il se dit « *très ennuyé que le président vienne inaugurer ce lycée-là* ». Beaucoup des Français de Londres n'ont pas les moyens d'acquitter les frais de scolarité, fait-il valoir. « *Pour ne pas cautionner un établissement qui ne pratique pas la mixité sociale* », il a préféré ne pas assister à son inauguration. La cérémonie s'est donc achevée sans lui et sans polémique, par une *Marseillaise* et un *God Save the Queen* entonnés par des élèves en uniforme, l'ultime originalité de « *Churchill* ». ■

PHILIPPE BERNARD

**Inauguré par
M. Hollande,
le lycée ne
correspond pas à
l'idéal de la
démocratisation
scolaire qu'un
socialiste est
censé défendre**

« La mobilisation contre les énergies fossiles prospère » - Le Monde

La mobilisation contre les énergies fossiles prospère

Les investisseurs déterminés à ne plus investir dans le charbon et le pétrole totalisent 2 600 milliards de dollars

NEW YORK - correspondant

Tout juste vingt-quatre heures après la diffusion d'un rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui évalue à 500 milliards de dollars (449 milliards d'euros) par an les subventions publiques aux combustibles fossiles, une nouvelle étude lève le voile sur un autre mouvement d'ampleur: le désengagement des actifs investis dans les énergies fossiles. Ce secteur est considéré comme le premier responsable du réchauffement climatique: pétrole, gaz, charbon représentant 80 % des émissions mondiales de CO₂, et 67 % des émissions de gaz à effet de serre.

L'association Divest-Invest a annoncé, mardi 22 septembre, lors de la New York Climate Week, en présence de Leonardo DiCaprio et Justin Rockefeller, représentant leurs fondations respectives, que l'ensemble des actifs gérés par des fonds de pension, des compagnies d'assurances et des œuvres philanthropiques ayant pris l'engagement de ne plus investir dans le charbon, le pétrole et le gaz, avait atteint un total de 2 600 milliards de dollars.

Cette somme comprend les portefeuilles de plus de 430 institutions comme le fonds de pension California Public Employees Retirement System (Calpers), le fonds de pension gouvernemental norvégien, la Canadian Medical Association ou encore l'université de Californie, ainsi que plus de deux mille riches investisseurs à titre personnel.

Agir sur le climat

« Étant donné que nous luttons contre le changement climatique, pour nous, investir dans les énergies fossiles, ce serait un peu comme si une fondation pour la lutte contre le cancer investissait dans l'industrie du tabac », a ironisé Justin Rockefeller, l'administrateur du Rockefeller Brothers Fund, lors de la conférence de presse. Cette organisation philanthropique, qui gère près de 900 millions de dollars, avait annoncé il y a un an qu'elle n'investirait plus dans le pétrole. Une décision qui avait marqué les esprits, alors que les Rockefeller ont accumulé une fortune colossale à la fin du XIX^e siècle en fondant la Standard Oil.

« Il est maintenant temps de faire savoir à nos dirigeants que des individus et des institutions agissent

« Investir dans les énergies fossiles, c'est comme si une fondation pour la lutte contre le cancer investissait dans le tabac »

JUSTIN ROCKEFELLER
Rockefeller Brothers Fund



La fondation de l'acteur Leonardo DiCaprio a levé 40 millions de dollars pour protéger les sites sauvages. JUSTIN SULLIVAN/APP

pour s'attaquer au changement climatique et nous espérons qu'ils vont en prendre leur part en décembre à Paris durant les discussions sur le climat dans le cadre des Nations unies », a ajouté dans un communiqué Leonardo DiCaprio, dont la fondation a levé 40 millions de dollars en juillet pour protéger les derniers sites sauvages de la planète.

Car cet état des lieux du désinvestissement n'a pas pour seul but de mesurer le chemin parcouru depuis un an, lorsque les sommes en jeu dépassaient à peine les 50 milliards de dollars. Il cherche aussi à inciter les Nations unies, réunies en assemblée générale à New York, à agir sur le climat alors que les négociations en vue de la conférence mondiale de Paris (COP21) patinent. Un déjeuner des chefs d'État abordera le sujet dimanche 27 septembre, et plusieurs pays devraient annoncer leur contribution pour le climat à l'occasion de l'assemblée onusienne.

Pour la secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CNUCC), l'initiative de Divest-Invest peut créer une dynamique favorable. « Le choix du statu quo va laisser les entreprises et les investisseurs coincés avec des milliards de dollars d'investissements dans les énergies fossiles », a prévenu Christiana Figueres à l'attention des acteurs financiers encore hésitants. « De plus en plus d'investisseurs sont attentifs aux risques encourus quand on ne prend pas ses distances avec les énergies fossiles », confirme Tom Van Dyck, le directeur des investissements responsables à la Royal Bank of Canada.

C'est le cas du fonds de pension norvégien, qui est à la tête d'un portefeuille valorisé à plus de 900 milliards de dollars et qui vient de couper ses investissements dans 122 producteurs de charbon. Il avait justifié ce choix tant sur le plan environnemental que sur celui des risques financiers qu'il courrait s'il continuait à être présent dans ce secteur.

En France, l'assureur français Axa a annoncé qu'il allait mettre un terme à ses investissements dans le secteur du charbon d'ici à la fin de 2015, alors que ses actifs dans ce domaine s'élevaient jus-

qu'à présent à 575 millions de dollars. « C'est notre responsabilité, comme investisseur de long terme de considérer le carbone comme un risque et d'accompagner la transition énergétique globale », explique Henri de Castelnau, chef dans le rapport. L'ONG de développement CCFD-Terre Solidaire a été plus rapide en besogne. Depuis le 4 septembre, il exclut le secteur fossile de son fonds commun de placement Éthique et partage. Au Conseil de la Ville de Paris, en revanche, la démarche se résume pour le moment à l'adoption d'une motion en faveur du

désinvestissement. Même si les chiffres annoncés mardi sont significatifs, ils ne représentent encore qu'une goutte d'eau dans l'océan des investissements mondiaux, qui dépasse les 100 000 milliards de dollars.

Limitation des risques

« On est encore loin de la masse critique pour pouvoir peser sur les cours de Bourse des majors du pétrole », admet Stanislas Dupré, directeur de 2^e Investing Initiative, un think tank cherchant à intégrer les critères climatiques dans les processus d'investissement.

La chute des prix du baril a poussé à la baisse la part du pétrole dans les portefeuilles

Outre les capitalisations énormes d'un Exxon Mobil (300 milliards de dollars) ou d'un Chevron (147 milliards), le mouvement de désinvestissement se heurte à plusieurs obstacles. L'abord, pour des raisons de limitation des risques, les investisseurs institutionnels s'obligent à conserver un portefeuille diversifié. À l'inverse, miser sur les énergies renouvelables n'est pas si évident, car les acteurs sont souvent des petites sociétés, qui n'ont pas de visibilité dans les indices boursiers.

La chute actuelle des cours du pétrole a mécaniquement poussé à la baisse la part du pétrole dans les portefeuilles. Celle-ci est passée en quelques mois de 8-12 % en moyenne à 6-9 % aujourd'hui, sans que les initiatives environnementales y soient réellement pour quelque chose. Toutefois, certains gros investisseurs comme Calpers ont pris des engagements pour realigner leur portefeuille avec les objectifs climatiques.

Il ne s'agit pas de tirer un trait sur le pétrole, par exemple, mais de pondérer le secteur en fonction de la place que ce type d'énergie occupe dans les orientations environnementales décidées par les gouvernements. « C'est aussi le but du mouvement de désinvestissement des énergies fossiles », estime Stanislas Dupré. Il s'agit de stigmatiser un secteur vis-à-vis de l'opinion publique en facilitant la tâche des politiques pour réglementer plus facilement. « Si des acteurs privés se désengagent, cela peut créer un défilé auprès des gouvernements », espère-t-il. ■

STÉPHANE LAUVER
(AVEC SIMON ROGIER)

Les entreprises sont mal protégées contre le risque climatique

LES ENTREPRISES ONT PRIS CONSCIENCE des menaces que fait peser le changement climatique sur leur activité, mais elles ne savent pas comment renforcer leurs défenses. Telles sont les conclusions du rapport publié mardi 22 septembre par le Center for Climate and Energy Solutions (C2ES), l'un des principaux centres de recherches américains sur l'environnement. L'enquête prolonge un premier rapport publié en 2013, qui faisait état de l'inquiétude des milieux d'affaires devant les coûts provoqués par les variations du climat. Elle a été réalisée à partir des documents comptables publiés par 100 grandes entreprises mondiales qui figurent à l'index global de l'agence de notation financière Standard & Poor's. Une liste qui va de Coca-Cola à Alcatel, Deutsche Telekom, Ford ou Nestlé. Le C2ES a aussi interrogé en profondeur 50 autres entreprises.

Quatre-vingt-onze des 100 compagnies reconnaissent l'existence d'un risque actuel ou futur pour leurs opérations ou celles de leur chaîne d'approvisionnement. Quatre-vingt indiquent avoir intégré le

changement climatique dans leurs plans de gestion du risque. Une quarantaine ont procédé à des évaluations de leurs vulnérabilités, indique le rapport. Les dirigeants sont particulièrement concernés par les infrastructures routières et l'accès à l'électricité et à l'eau, notamment dans les secteurs comme l'alimentation, les boissons, les produits pharmaceutiques, les équipements de haute technologie ou les mines.

Catastrophes naturelles

Pour autant, les chefs d'entreprise estiment manquer d'éléments scientifiques sur les risques à l'échelle locale, ce qui handicape, regrettent-ils, l'intégration du climat dans leurs prévisions à court terme.

Selon le rapport, qui cite la compagnie Swiss Re, les catastrophes naturelles du monde ont coûté environ 45 milliards de dollars (40,4 milliards d'euros) aux assurances en 2013 et 35 milliards en 2014. La tornade de grêle aux États-Unis en mai 2014 a provoqué 2,9 milliards de dollars de dégâts, et la tempête Eta, en Europe, 2,4 milliards. Les États-Unis ont enregistré,

toujours en 2014, huit catastrophes d'un coût supérieur à 1 milliard. Dans les quinze prochaines années, la montée des températures pourrait augmenter le coût des tempêtes annuelles le long de la côte Est et du golfe du Mexique de 2 à 3,5 milliards de dollars.

L'année 2014 - où la température moyenne du globe a excédé de 0,68 °C la moyenne du XX^e siècle - a connu 920 occurrences de phénomènes climatiques extrêmes, détaille le rapport. Si le Canada a enregistré l'année la plus froide depuis 1996, l'Alaska, en revanche, a vécu une chaleur sans précédent depuis 1916. Le Japon a subi son mois d'août le plus arrosé depuis 1946. Et la Russie la période la plus chaude, de mars à mai, depuis que les relevés météorologiques ont commencé en 1936. La préparation à la « résilience » au changement climatique ne doit pas faire oublier aux entreprises l'importance de limiter les émissions, d'améliorer leur efficacité énergétique et de choisir les énergies renouvelables, recommande enfin le rapport. ■

CORINE LESNIES
(SAN FRANCISCO, CORRESPONDANTE)

france culture

ÉCRIRE LE MONDE MODERNE, ÉPISODE 1

UNE JOURNÉE SUR LES ROUTES DE L'EXIL

UNE ODYSSEE RADIOPHONIQUE ACCOMPAGÉE PAR L'ÉCRIVAIN ATIQ RAHIMI

VENDREDI 25 SEPTEMBRE / 6H-22H

programme complet francoculture.fr

« L'Etat accélère sur la cession des aéroports de Nice et Lyon » - Le Monde

L'Etat accélère sur la cession des aéroports de Nice et de Lyon

La privatisation des deux plates-formes aéroportuaires pourrait être finalisée début 2016

L'Etat ayant besoin d'argent, il cède des pans de son patrimoine. Les aéroports de Nice et Lyon vont être prochainement privatisés. Emmanuel Macron, le ministre de l'économie, en a fait la confidence, lundi 21 septembre, en marge d'un déplacement officiel à Annonay (Ardèche) pour visiter l'usine Iveco, la seule usine de production d'autocars en France. A en croire le ministre de l'économie, la cession des deux aéroports va intervenir « début 2016 ».

Les deux aéroports pourraient être cédés en même temps ou presque. L'Etat veut vendre la participation de 60 % qu'il détient dans le capital de la société de gestion aéroportuaire de Nice et de Lyon. Les autres actionnaires sont les chambres de commerce et d'industrie (25 %) et les collectivités locales (15 %).

L'Etat ne devrait pas avoir de mal à trouver preneur. M. Macron a indiqué qu'il avait déjà enregistré « beaucoup de manifestations d'intérêt » de la part de futurs acheteurs. Toutefois, ces derniers restent encore discrets. Notamment parce que l'Etat n'a pas encore fixé les conditions des appels d'offres. « Nous finaliserons un cahier des charges pour l'automne et nous lancerons la procédure pour un premier tour de table d'ici à la fin de l'année. Début 2016, on devrait avoir la réponse », a précisé le ministre de l'économie comme pour les rassurer.

Le calendrier s'accélère. Dans l'entourage de Bercy, on laissait jusque-là entendre que l'appel

d'offres pourrait s'achever au plus tard « à la fin du premier semestre 2016 ». En préalable à cette opération, le ministère devrait choisir, après un appel à candidatures « avant la fin de la semaine » les deux banques conseils qui viendront l'épauler lors de cette cession.

Bercy veut pousser les feux de cette double vente. Et pour cause. L'Etat est pour l'instant en retard sur son tableau de marche : il avait inscrit au titre du budget 2015 cinq milliards d'euros de recettes de privatisation, afin notamment de participer au désendettement de la nation. Pour l'heure, les cessions d'actifs lui ont rapporté un peu moins de 2 milliards d'euros. Avec la vente de Nice et Toulouse, pas moins de 2,4 milliards d'euros supplémentaires sont espérés.

Dans le détail, la cession de sa participation dans l'aéroport de Nice pourrait lui rapporter 1,5 milliard d'euros auxquels viendraient s'ajouter les 900 millions tirés de la vente de Lyon. Troisième aéroport de France derrière Roissy-Charles de Gaulle et Orly, Nice a accueilli 11,6 millions de passagers en 2014. L'aérogare de la Riviera a notamment bénéficié ces dernières années du boom des touristes venus d'Asie et de Russie. Plus modeste, Lyon n'a vu transiter, l'an passé, que 8,5 millions de passagers. Nice et Lyon seront vendus, selon le mode de calcul qui avait prévalu pour la cession de l'aéroport de Toulouse, finalisée en avril 2015. Elle avait rapporté 308

millions d'euros, soit dix-huit fois l'excédent brut d'exploitation.

ADP sur les rangs pour Nice

Avant même l'officialisation de la vente, des repreneurs potentiels ont déjà signalé leur intérêt. Aéroports de Paris (ADP), gestionnaire de Roissy et Orly, en fait partie. Toutefois, le PDG Augustin de Romanet a expliqué que seul Nice l'intéressait. « Nous ne serons pas candidats au rachat de la part de l'Etat dans Aéroports de Lyon, le développement de Lyon risquant de concurrencer le hub de Paris et donc Air France. Le cas de Nice est différent. Il ne présente pas le même problème. Aussi allons-nous regarder l'aéroport de Nice », a-t-il déclaré, lundi 21 septembre, dans un entretien aux Echos.

Cette fois encore, ADP ne sera pas seul à concourir à l'appel d'offres lancé par l'Etat. Plus gourmand que le gestionnaire de Roissy, le groupe de BTP Vinci a fait savoir, à l'occasion de la publication de ses résultats semestriels, fin juillet, qu'il serait candidat à la reprise des deux plates-formes aéroportuaires. Des fonds d'investissements devraient l'accompagner dans ce rachat au sein d'un consortium. Les fonds de pensions sont très désireux d'investir au capital d'infrastructures telles que les aéroports. Cela leur garantit des revenus réguliers et prévisibles sur le long terme. Outre des fonds, des repreneurs chinois pourraient notamment postuler à nouveau.

Toutefois, le cahier des charges précisera qu'il prendra en compte les enjeux de sécurité nationale, privilégie-

ra la concertation avec les collectivités locales et exigera des candidats qu'ils aient une expérience dans la gestion d'aéroports. Cette dernière clause devrait contraindre les postulants à répondre à l'appel d'offres en

tandem avec un spécialiste de la gestion d'infrastructures aéroportuaires. En revanche, le désengagement de l'Etat ne remettra pas en cause l'attribution des droits de trafic aux compagnies aériennes. Ces derniers

restent du ressort de la Direction générale de l'aviation civile (DGAC).

Guy Dutheil ■

« L'UE impose la répartition de 120 000 réfugiés » - Le Monde

L'UE impose la répartition de 120 000 réfugiés

Hongrois, Roumains, Slovaques et Tchèques ont voté contre les mesures prises à la majorité des ministres

BRUXELLES - Bureau européen

Un accord par le chas de l'aiguille, mais un accord quand même. Les ministres de l'intérieur de l'Union européenne sont parvenus, mardi 22 septembre, à Bruxelles, à s'entendre sur le plan de répartition de 120 000 réfugiés proposé il y a deux semaines par la Commission. Pour cela, il a fallu recourir à un vote à la majorité qualifiée, une procédure permise par le traité de Lisbonne, mais rarement utilisée. « Nous aurions préféré une adoption par consensus », a commenté, avec dépit, le ministre de l'immigration luxembourgeois, Jean Asselborn, qui présidait ce conseil extraordinaire.

La France et d'autres pays ont tenté d'éviter ce vote qui a confirmé l'ampleur du fossé séparant, sur la question de la migration et des réfugiés, l'Est et l'Ouest. Les quatre pays qui se sont opposés à l'accord sont la

Hongrie, la Slovaquie, la République tchèque et la Roumanie. La Pologne, jusque-là proche des positions de ses voisins, a fini par se démarquer. Objets d'intenses pressions, ses dirigeants ont approuvé le plan de répartition, en échange de l'abandon de son caractère obligatoire (les réfugiés sont acceptés « sur une base volontaire ») et de son étalement dans le temps. « Un vote sans la Pologne aurait été plus grave qu'un vote à vingt-huit mois quatre », selon une source française.

Le projet approuvé comporte deux phases : la première concerne la « relocalisation » de 66 000 réfugiés (15 600 présents en Italie, 50 400 en Grèce), la seconde celle de 54 000 autres réfugiés, qui trouveront un pays d'asile d'ici à un an environ. Ces 54 000 personnes auraient dû être des réfugiés enregistrés dans un premier temps en Hongrie.

Ce pays, désormais retranché derrière ses murs et ses barbelés,

La France devrait accueillir 24 000 réfugiés relocalisés, en plus des 9 000 prévus avant l'été

n'entre un Etat « de première ligne » et refuse de procéder à l'identification des demandeurs d'asile. Il a repoussé le mécanisme élaboré par la Commission, censé pourtant lui venir en aide. Du coup, les 54 000 personnes à répartir dans un second temps devraient venir d'Italie et de Grèce, voire d'autres pays qui seraient confrontés à une situation de crise.

Les dirigeants hongrois n'ont pas contesté le principe du vote, sans doute parce qu'ils se prépa-

rent à utiliser politiquement le « diktat » de Bruxelles. Comme la décision prise à la majorité s'impose à tous les pays membres, la Hongrie est censée accueillir au total quelque 2 800 réfugiés... De quoi alimenter les diatribes du premier ministre, Viktor Orban, mercredi 23 septembre au soir, lors du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement convoqué à la demande de l'Allemagne. « Orban va faire son show », redoute un diplomate bruxellois.

Mieux contrôler les frontières
La Slovaquie, elle aussi farouchement opposée au plan de la Commission, a indiqué dès mardi soir qu'elle n'accueillerait pas de réfugiés, quitte à enfreindre le droit de l'Union. La République tchèque conteste, elle, le fondement juridique de la décision. « La perception de l'étranger comme élément de décomposition d'une société ne peut être tolérée », a répliqué sans ménagement M. Asselborn.

La Commission, soutenue par la France et surtout l'Allemagne, est parvenue à imposer en quinze jours une proposition de relocalisation trois fois supérieure à celle qu'elle avait déjà mise sur la table en mai (40 000 premières relocalisations) et dont la validation avait pris quatre mois. Cependant, pour parvenir à un vote, l'Union a dû renoncer au caractère obligatoire de la « relocalisation », mais aussi à un système permanent de répartition qui aurait pu être appliqué à l'avenir, ainsi qu'aux pénalités financières pour les Etats réticents. Une suspension – un an maximum – de la relocalisation dans un pays, si celui-ci invoque des « circonstances exceptionnelles », a même été prévue.

« L'Europe a pris ses responsabilités, en fixant des conditions et des règles », s'est réjoui, mardi, François Hollande, qui a par ailleurs dit que si des pays ne respectaient pas l'accord, ils « se mettraient dans des situations où, forcément, ce qu'ils reçoivent de l'Europe ne viendra plus ».

La France, qui devrait accueillir 24 000 réfugiés relocalisés (en plus des 9 000 prévus avant l'été), insiste toujours pour que les « hot spots », les centres d'enregistrement et de contrôle des demandeurs d'asile, soient rapidement opérationnels. Elle sera appuyée, mercredi soir, par ses partenaires, qui insisteront sur la nécessité de mieux contrôler les frontières extérieures et de renforcer les moyens de l'agence Frontex.

Le premier ministre grec, Alexis Tsipras, tout nouvellement réélu, devrait ainsi, mercredi, être soumis à une intense pression de la part de ses partenaires, la Grèce étant désormais le premier point d'entrée des migrants en Europe, avec un contrôle de ses frontières plus que défaillant. Les Hongrois réclament ainsi à Bruxelles qu'elle impose à Athènes d'en faire plus...

Le sommet de mercredi sera aussi l'occasion pour la chancelière Angela Merkel et pour le président Hollande de réaffirmer la prééminence du « moteur » franco-allemand, chahuté ces derniers jours. Les revendications de Berlin ont beaucoup varié lors des réunions préparatoires au conseil de mardi : selon plusieurs sources, les Allemands ont ainsi suggéré, lundi 21 septembre, de pouvoir bénéficier des « 54 000 » relocalisations d'abord imaginées pour la Hongrie, avant d'y renoncer quelques heures plus tard.

Le rendez-vous de mercredi devait aussi être un nouveau test de la capacité des Vingt-Huit à bâtir, pour l'avenir, une vraie politique migratoire. L'occasion d'aborder les questions-clés telles l'avenir de l'espace Schengen, la révision du règlement de Dublin ou l'établissement d'une liste des « pays sûrs », dont les ressortissants seraient moins susceptibles de se voir accorder l'asile que d'autres, avec un débat sur le sort à réserver à la Turquie. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX
ET JEAN-PIERRE STROOBANTS

Annonce légale

CONCERNANT SCOTTISH WIDOWS PLC
et
CONCERNANT SCOTTISH WIDOWS ANNUITIES LIMITED
et
CONCERNANT SCOTTISH WIDOWS UNIT FUNDS LIMITED
et
CONCERNANT PENSIONS MANAGEMENT (S.W.F.) LIMITED
et
CONCERNANT CLERICAL MEDICAL MANAGED FUNDS LIMITED
et

Legal Notice

IN THE MATTER OF SCOTTISH WIDOWS PLC
and
IN THE MATTER OF SCOTTISH WIDOWS ANNUITIES LIMITED
and
IN THE MATTER OF SCOTTISH WIDOWS UNIT FUNDS LIMITED
and
IN THE MATTER OF PENSIONS MANAGEMENT (S.W.F.) LIMITED
and
IN THE MATTER OF CLERICAL MEDICAL MANAGED FUNDS LIMITED
and

« Débat en Allemagne sur le coût des migrants » - Le Monde

Débat en Allemagne sur le coût des migrants

Les réfugiés entraîneront des dépenses, mais ils contribueront à la croissance et à l'emploi

Le sujet n'a pas fini de faire débat outre-Rhin. Dans une note publiée mardi 22 septembre, l'institut de recherche économique de Munich Ifo, connu pour ses positions conservatrices, estime que les 800 000 réfugiés attendus en 2015 en Allemagne « coûteront 10 milliards d'euros à l'Etat ».

Tout en soulignant la nécessité humanitaire de les accueillir, l'Ifo doute que l'impact de cette vague de migrants soit positif pour l'économie du pays. « Pour éviter que la crise des réfugiés se transforme en fardeau de long terme pour les contribuables allemands, il conviendrait de réduire le nouveau salaire minimum [8,50 euros l'heure] », estiment ses experts. Peu qualifiés, les immigrants d'Irak, de Syrie ou d'Afghanistan ne trouveraient en effet pas d'emploi à un tel niveau de rémunération.

Déclin démographique

Plutôt radicales, les conclusions de l'Ifo sont loin de faire consensus parmi les économistes allemands et européens. « Nous estimons que l'afflux important de réfugiés et de demandeurs d'asile constitue une véritable opportunité pour l'Allemagne », estime au contraire Johannes Gareis, chez Natixis, à Berlin. Celui-ci évalue le « coût » d'un réfugié de 800 à 1 000 euros par mois pour l'Etat allemand, si l'on prend en compte les subventions pour le logement ou les frais médicaux. L'accueil de 800 000 migrants cette année pourrait donc gonfler les dépenses publiques de 7,7 à 9,6 milliards d'euros en 2015, soit 0,2 à 0,3 % du produit intérieur brut, calcule M. Gareis.

Mais se limiter à cette grille de lecture serait réducteur, prévient-il, jugeant « qu'à terme, l'arrivée de migrants contribuera à sou-

**Les 800 000
réfugiés
« coûteront
10 milliards
d'euros » selon Ifo**

tenir la croissance et la viabilité des finances publiques ». Ces derniers compenseront en effet en partie l'inquiétant déclin démographique de l'Allemagne, qui devrait voir sa population active plonger de 16 % d'ici à 2060, pour tomber à 67,6 millions de personnes. Au risque de mettre en péril le financement des régimes sociaux.

« Les immigrants sont en moyenne plus jeunes que la population d'outre-Rhin », ajoute Guntram Wolff, directeur du centre d'études Bruegel. Beaucoup apportent des compétences particulières dont l'industrie allemande peut profiter. » Karl Brenke, économiste à l'institut berlinois DIW, qui publie également une étude sur la question mercredi 23 septembre, estime ainsi que, sur les 800 000 candidats à l'asile attendus cette année, 100 000 à 200 000 seront disponibles en 2016 sur le marché du travail.

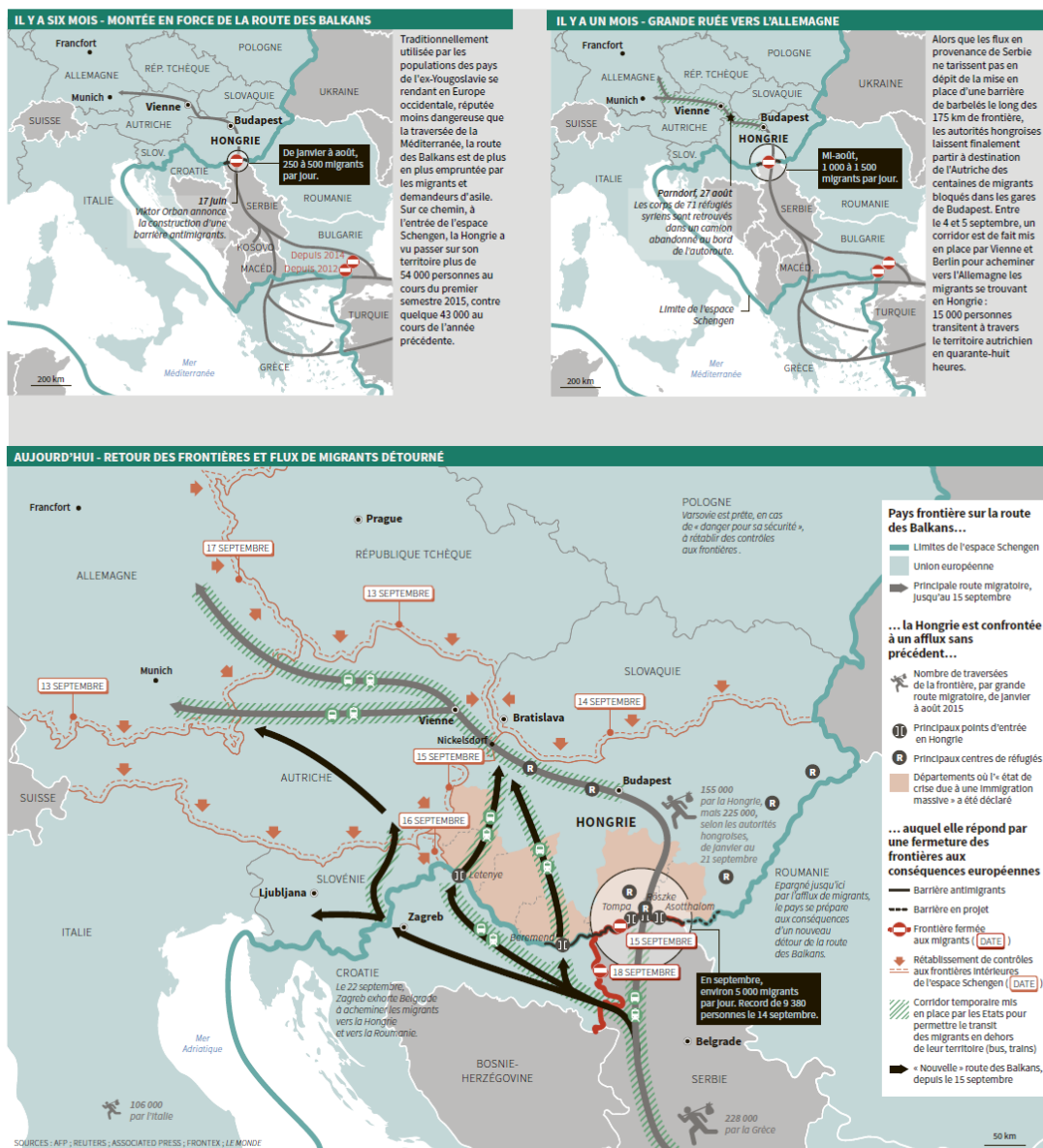
Nombre d'entre eux auront, de fait, des difficultés à décrocher un poste. C'est pourquoi le DIW préconise de ne pas attendre la fin des procédures de demande d'asile pour leur fournir des cours d'allemand. De même, M. Wolff juge que de nombreuses mesures pourraient leur faciliter l'accès à l'emploi. « Plus de travailleurs signifiait plus d'investissement, de croissance et de demande, ce qui profiterait aussi aux voisins de l'Allemagne », conclut-il. ■

MARIE CHARREL

« La Hongrie, verrou sur la porte de l'Europe » - Le Monde

La Hongrie, verrou sur la porte de l'Europe

En six mois, le parcours des migrants vers l'Allemagne à travers les Balkans s'est considérablement modifié. La fermeture par Budapest de la frontière avec la Serbie a provoqué un déplacement du flux migratoire



« La Turquie, un partenaire essentiel, mais difficile pour gérer la crise des migrants » - Les Echos

La Turquie, un partenaire essentiel, mais difficile pour gérer la crise des migrants

Une aide de 1 milliard d'euros va être allouée à Ankara par l'UE, mais le dialogue entre les deux parties se révèle compliqué.

Renaud Honoré (à Bruxelles)
rhonore@lesechos.fr
et **Virginie Robert**
vrobert@lesechos.fr

Au moins le sujet paraît cette fois faire l'unanimité. Après s'être déchirés sur la répartition des réfugiés déjà arrivés sur leur sol, les Européens se rejoignent en revanche pour désigner leur principal défi : comment mieux coopérer avec la Turquie, principale porte d'entrée vers le Vieux Continent de ces migrants ? « C'est une des clefs sinon la clef principale à ce problème », sou-

ligne un diplomate hongrois, à l'unisson, pour une fois, de ses collègues européens.

Depuis 2011, près de 2 millions de réfugiés syriens ont rejoint la Turquie. « Sur place, on cite même le chiffre de 2,5 millions, dont 90 % sont dispersés dans des villes devenues gigantesques », souligne Denis Bauchard, conseiller spécial à l'Ifri (Institut français des relations internationales). Cet afflux massif commence à poser des sérieux problèmes sur place, incitant les Syriens à reprendre la route vers l'Europe. Un phénomène que les Européens aimeraient contrecarrer. C'est la raison qui explique la décision prise ce mercredi lors du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement d'allouer une aide de 1 milliard d'euros à Ankara. « C'est un premier pas. Mais

il faut se rappeler que l'accueil de ces réfugiés a coûté 6,7 milliards de dollars à la Turquie depuis 2011, quand l'aide internationale n'a pas dépassé 400 millions sur la même période », relativise un diplomate européen.

Demande de « zones sûres »

Au-delà, les Etats de l'Union européenne aimeraient « impliquer davantage la Turquie dans la gestion de cette crise, même si le dialogue s'avère très délicat ». Depuis quelques années, les relations entre les deux partenaires sont plutôt fraîches, le président turc Recep Tayyip Erdogan regardant plus volontiers vers son voisinage proche. Facteur aggravant, cette crise des réfugiés n'a pas le même retentissement en Turquie. « Le sujet est complètement absent du débat public avant la tenue

prochaine des élections qui absorbe toute l'attention », note Denis Bauchard. L'Europe aimerait pourtant que le pays s'y intéresse plus, en collaborant pour un meilleur contrôle des frontières et en facilitant la réadmission en son sein des demandeurs d'asile de pays tiers refoulés en Europe après être passés par la Turquie. « Le problème est qu'Ankara n'a pas envie de nous aider seulement pour nos beaux yeux », souligne un diplomate. Les autorités turques réclament une libéralisation des visas pour leurs nationaux se rendant en Europe. Autre demande : que l'Europe facilite la mise en place de « zones sûres » en Syrie, où des réfugiés pourraient vivre à l'abri des exactions. Le sujet devrait être à nouveau abordé le 5 octobre lors d'une visite d'Erdogan à Bruxelles. ■